

LES CAMÉRAS DE SURVEILLANCE AU CENTRE-VILLE: LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉ SECTION ESTRIE SE PRONONCE

Le 10 novembre dernier, la section Estrie émettait un communiqué à propos de caméras de surveillance au centre-ville de Sherbrooke: "La section de l'Estrie de la Ligue des droits et libertés prenait acte récemment (La Tribune, 31 octobre 1995) de la décision du comité exécutif de la ville de Sherbrooke de procéder à l'achat et à la mise en place, au coût de 160 000\$, d'une dizaine de caméras supplémentaires, dans les environs de la rue Wellington Nord. Cet ajout portera le nombre de caméras, au centre-ville, à une vingtaine environ."

Cette décision fait suite aux recommandations de la Commission de consultation et d'audience de la Ville de Sherbrooke sur la sécurité au centre-ville, qui tenait séance le printemps dernier. Lors de cette consultation, la Ligue des droits et libertés s'était montrée d'accord avec l'accroissement des mesures de sécurité afin de garantir, à toutes et à tous, l'accessibilité au centre-ville, à toute heure du jour et de la nuit.

Pour ce faire, la Ligue avait proposé une procédure pour accroître le sentiment de sécurité des personnes au centre-ville. Elle partageait les suggestions de plusieurs intervenantes et intervenants du milieu qui réclamaient une augmentation de la présence policière, tant à pied que motorisée, un meilleur éclairage et un aménagement plus sécuritaire des arrière-cours aux alentours des ruelles Webster et Meadow.

PROTECTION DU CITOYEN ET PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

PROTECTION DU CITOYEN ET PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Au sujet des caméras de surveillance, en tenant compte des possibilités d'atteinte aux droits et libertés (respect de la vie privée, droit à l'anonymat, à la solitude, à l'intimité, à la liberté d'association et de réunion pacifique, etc.), la Ligue s'était montrée réticente à l'ajout de caméras comme mode de prévention de la criminalité. En ce sens, elle avait proposé une procédure et fait la suggestion d'une expérience-pilote qui retenait tous les éléments précédents, à l'exception de l'ajout de caméras.

Tel que suggéré par la Ligue, et à la suite de l'expérience-pilote, de nouvelles audiences publiques auraient pu examiner les résultats de l'expérimentation et, dans le cas où les mesures actives (rondes policières) et passives (éclairage et aménagement des arrière-cours) n'auraient pas donné les résultats attendus (baisse de la criminalité et/ou du désordre public), la Ligue estimait que l'ajout de caméras ne devait être envisagé qu'en tout dernier recours.

C'est pourquoi la Ligue des droits et libertés est déçue de l'ajout de caméras de surveillance; elle est déçue que la Ville

n'ait pas profité de l'occasion pour se donner une procédure d'examen des impacts de ce genre de décision.

ET LA PATROUILLE POLICIÈRE?

La Ligue estime que la ville de Sherbrooke a l'obligation d'assurer la sécurité des personnes sur son territoire; elle doit, pour ce faire, utiliser une gradation dans les moyens retenus; il lui appartient de faire la preuve de l'inefficacité des moyens usuels (patrouille policière et sécurité des installations) avant d'avoir recours à des moyens extraordinaires, tels que la surveillance électronique des personnes; et les moyens retenus doivent porter le moins possible atteinte aux droits et libertés des citoyennes et citoyens de Sherbrooke.

À l'évidence, la ville de Sherbrooke n'a pas cru bon de retenir les suggestions émises par la Ligue des droits et libertés - section de l'Estrie. De tels résultats nous laissent perplexes quant aux intentions véritables de la Ville en matière de consultation publique, d'autant plus que les séances du Comité exécutif ne sont pas ouvertes au public.

Enfin, nous apprenons en dernière heure que la Ville de Sherbrooke se propose d'éliminer la patrouille à pied.

André Roux
Coordonnateur

Texte tiré du Bulletin de la Ligue des droits et libertés, hiver '96.

SOMMAIRE

- Les ventes pyramidales: un fléau p.3
- Robotisation et société: les enjeux p.4
- Chômage et aide sociale: encore des coupures p.13
- Astrologie et médias: le mal du peuple p.14
- Musique: Unknown Territory, découverte 1995 p.15
- Arts visuels: Armand Vaillancourt, sculpteur p.16

Supplément international

- Le Mali: portrait historique et politique p.5
- La République dominicaine et le Pérou: société p.7
- Aministie Internationale: des moyens pour agir p.8
- Nicaragua et Collège de Sherbrooke: solidarité p.10
- La Hongrie: traditions et coutumes p.11
- Bush Radio en Afrique du Sud p.12

Le saviez-vous?

ENTRÉE LIBRE à 10 ans,
et ce numéro est le 50^e !



Ainsi, **ENTRÉE LIBRE** a deux raisons de fêter:

- son 10^e anniversaire,
- son 50^e numéro.

Depuis sa création, en février 1986,
ENTRÉE LIBRE a produit plus de
1 125 articles,
grâce à la participation de plus de
350 collaboratrices et collaborateurs.

Y'a de quoi fêter!!!

On y a pensé et on se prépare :
D'abord, il y aura un **super-retrouvailles**
auquel toutes les personnes qui ont collaboré
au journal, depuis le début, sont invitées. Le
repas sera suivi d'un **spectacle-bénéfice** au Bar
le Magog, au 244 rue Dufferin.
C'est à surveiller, surtout que le groupe rock
progressif **UNKNOWN TERRITORY**
sera sur place!

Ça va "swingner!!!"

**UN ÉVÈNEMENT À NE PAS MANQUER LE 26
AVRIL PROCHAIN.**

Éditorial

JEAN CHAREST
CHARRIE UN PEU...

Lorsqu'il s'agit de se mettre les pieds dans les plats, notre député fédéral s'y connaît. Il n'en est pas à sa première gaffe, mais cette fois-ci, il risque d'avoir un peu plus de difficulté à se faire pardonner.

UNE ERREUR MONUMENTALE

Ce sera difficile pour les électeurs de passer l'éponge sur sa tentative de s'acoquiner avec le Reform Party, un parti politique qui ne cache pas son antipathie envers le Québec.

Preston Manning, le chef du Reform Party, veut voir tous les "Canadiens" égaux, mais à sa manière, de sorte que tout le monde parlerait anglais et c'en serait fini des revendications du peuple francophone qui n'arrête pas depuis des siècles de vouloir affirmer sa différence et son autonomie. Et c'est avec ça que Jean Charest voulait faire alliance...

RÉDUIRE LES PROGRAMMES SOCIAUX

Étant d'extrême droite, le Reform Party a dans ses objectifs de réduire la plupart des programmes sociaux pour lesquels nous avons lutté depuis des années: assurance-chômage, assurance-maladie, sécurité sociale, etc. L'écart des classes sociales est bien amorcé. Les pauvres seront de plus en plus pauvres, les riches de plus en plus riches. Les vœux si "chers" du parti de l'extrême droite se réaliseront, et ce sera un cauchemar pour les classes populaires. Il y a beaucoup de pain sur la planche pour celles-ci, car les différents problèmes socio-économiques qui mettent en péril leur qualité de vie seront nombreux. La population devra continuer à se battre, comme elle l'a toujours fait.

Constaté que Jean Charest ait pensé à s'allier à un parti, dont les orientations politiques et sociales ne rejoignent pas celles de la volonté populaire, a de quoi nous mettre dans un état d'inquiétude. Il a tenté de relever son image de marque en donnant une entrevue à *La Tribune*, le 26 février 1996, afin de démontrer que le "bon petit gars" gaffeur était aussi un fonceur. Et à la une du même journal, le 29 février, il pleurait sur la méchanceté du Bloc Québécois qui lui refusait un traitement de faveur à la Chambre des Communes.

DIFFICILE À OUBLIER...

Espère-t-il, qu'encore une fois, rien qu'en montrant l'image apaisante de son visage poupin ou en pleurant sur la méchanceté de ses adversaires politiques (ce qui l'a sauvé les fois précédentes), nous oublierons sa dernière gaffe?

Nous sommes un peuple doté d'une grande facilité de pardon, mais la tolérance finit par atteindre ses limites. Il se pourrait bien qu'aux prochaines élections, le parti Conservateur perde son chef, en même temps que 50 % de sa délégation à Ottawa. Espérons que d'ici les prochaines élections, la population estrienne aura en mémoire les gestes de Jean Charest, ce qui déterminera leur jugement qui sera basé sur les actes, et non sur la mine réjouie de ce député chef d'un parti fantôme. La devise du Québec demeure toujours la même: "JE ME SOUVIENS." Ne l'oublions pas...

L'équipe du journal



MON CHER LUCIEN, C'EST VOTRE TOUR...

Nous vous avons vu prendre le pouvoir plein d'enthousiasme, rempli à bloc, d'une énergie débordante et prêt à affronter tous les problèmes.

Première étape de votre programme: l'assainissement des finances du Québec. Voilà une bonne intention que personne ne critiquera, pas même les fédéralistes les plus acharnés. Assainir les finances publiques est devenu une urgence de premier ordre.

Reste à voir ce que vous entendez par assainir. Nous le verrons bien dans les mois qui vont suivre, mais en attendant, la question me laisse perplexe.

Votre objectif, avez-vous précisé dans votre discours d'assermentation, le 29 janvier 1996, "... n'est pas de ralentir l'économie, de nuire aux affaires et à l'emploi, d'aggraver le sort des démunis, d'alourdir le fardeau des consommateurs, mais au contraire de leur donner une bouffée d'oxygène."

Qui pourrait souhaiter mieux?

OSER

"Nous devons oser briser les tabous, bousculer les habitudes et ouvrir les esprits", ajoutiez-vous. Là encore, je suis perplexe: de quelles habitudes s'agit-il? Et quels sont ces esprits à ouvrir?

Nous savons tous qu'en cas de réduction budgétaire, ce sont toujours les petits qui écopent en premier. Les gros, eux, savent esquiver et ils s'en sortent souvent plus gros qu'avant. Nous ne pouvons qu'espérer que vous ayez trouvé la formule magique pour briser cette vieille habitude.

Quand ce sera fait, nous vous chanterons, tous en coeur: "Mon cher Lucien, c'est votre tour, de vous laisser parler d'amour..."

Jean-Paul Dubreuil

Journal communautaire

journal bimestriel



187 Laurier
local 317 (3^e étage), J1H 4Z4
Tél.: 821-2270

AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec

Équipe de rédaction:

Maryse Dumont

Jean-Paul Dubreuil

Johanne Dutil

Responsable de l'information:

Maryse Dumont

Misc en page:

Maryse Dumont

Collaborateurs:

Thérèse Basiletti

Josianne Bergeron

Michel Blondeau

Fabrice Carrier

Anne-Marie Charron

Pierre Chaurette

Alexa Conradi

Patrice Côté

Ariane Courville

Yves Couturier

Valérie Doyon

Jean-Paul Dubreuil

Johanne Dutil

Normand Gilbert

Marie Granger

Aliu Ousmane Haidara

Peter Klejka

Michel Lafleur

Thérèse Létourneau

Benoît Loranger

Christian Meunier

Rogelio Muniz

Suzanne Oliff

Dominic Paillé

Gérard Pollender

Armand Rosso

Robert Sage

Sylvain Toutant

Éditeur: La Voix Ferrec inc.

Impression: The Record

Distribution: Distributions publicitaires

Entrée Poste Publication: Enreg. 7082

Dépôt légal, premier trimestre 1996.

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite

délimité par les Queen et Saint-Joseph

(ouest), Le Phare (sud) et la rivière

Saint-François (est).

UN FLÉAU EN ESTRIE

"Le terme "vente pyramidale" a été remplacé par vente à paliers multiples, vente par référence ou vente par réaction en chaîne: c'est moins menaçant, mais c'est la même chose." C'est ce qu'a fait ressortir Me Guy Morin, du bureau de l'Aide juridique de Sherbrooke, au cours d'une conférence de presse organisée par Madame Ghyslaine Beaulieu, coordonnatrice de l'ACEF Estrie, tenue le 16 novembre 1995 à 10 heures.

Témoignage

"Laissez ça aux gamblers, touchez pas à ça", a lancé Madame Françoise Bélanger, venue témoigner de son expérience, après avoir investi et perdu 500\$ US dans la compagnie *Success of America* qui a fermé ses portes avant de payer les sommes promises.

Madame Bélanger affirme qu'en plus d'avoir perdu de l'argent, son mari et elle ont perdu de bons amis, pour les avoir entraînés, même de bonne foi, dans cette aventure ruineuse.

Outre Madame Beaulieu, Me Morin et Madame Bélanger, nous retrouvons à la table de conférence monsieur Yves Leclair, de l'Office de la protection du consommateur (OPC) et les policiers Serge Fournier et Michel Rouillard, de la

police de Sherbrooke et de la Sûreté du Québec.

Plaintes

Même s'il constate n'avoir enregistré aucune plainte ces derniers mois, le caporal Michel Rouillard de la SQ a déclaré que cela ne signifie pas que ces compagnies ne sont pas actives. Il a souligné que les victimes n'aiment pas avouer avoir été roulées.

"Malgré que la majorité de ces entreprises sont américaines et qu'elles ont leur siège social dans l'Ouest canadien, dit-il, elles recrutent leur clientèle à 85% au Québec."

Consommateur vs comportement

Pour sa part, Monsieur Yves Leclair, de l'OPC, signale qu'une des ruses de

ces compagnies est de soustraire le consommateur à la protection accordée par la Loi. Sans le savoir, le consommateur devient commerçant, avec toutes les obligations que cela entraîne: immatriculation auprès de l'Inspecteur général des institutions financières et l'inscription auprès du ministère du Revenu comme percepteur de la TPS et de la TVQ.

"Sans compter, ajoute-t-il, que pour réussir dans ce domaine, il faut certaines habiletés de vendeur et d'administrateur qui ne sont pas données à tout le monde!"

L'appât de l'argent vite fait

"Pensez-y, l'argent vite fait, ça n'existe pas... à moins de gagner à la loterie!" souligne le relationniste du

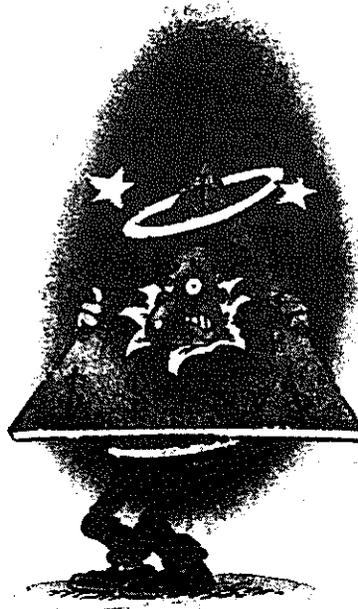


Illustration (source): Juillet 95.

Service de police de Sherbrooke, Serge Fournier. "Si vous avez des doutes sur la légitimité de ce qui vous est offert, prévient-il, abstenez-vous. Toute personne qui se croit victime d'une vente à paliers multiples peut porter plainte à notre service de police. Quel que soit le cas, rappelez-vous que ce type de vente implique souvent vos amis ou parents parce que c'est en premier lieu à vos proches que vous proposerez de participer aux "avantages" douteux que ces compa-

gnies offrent. Ce sont également ces mêmes proches qui vous blâmeront pour avoir été induits en erreur si les choses tournent mal."

Conclusion

Prenant la parole pour conclure la conférence, Madame Ghyslaine Beaulieu invite les gens à la vigilance face aux nombreuses compagnies qui offrent une fortune facile à leur clientèle. "Il y a beaucoup plus de perdants que de gagnants dans ce genre d'entreprises. Il faut donc prendre le temps d'étudier la situation à tête reposée et s'informer aux organismes concernés avant de signer un contrat", conseille-t-elle.

Jean- Paul Dubreuil



Merci de votre p'tit coup de cœur.
Au cœur de la solution!

POURQUOI FAUT-IL CONSTRUIRE LE PARTI DÉMOCRATE SOCIALISTE (PDS)?

La profonde crise économique que nous traversons est bien le fruit du système capitaliste lui-même et de ses contradictions: le maximum de profits au détriment des besoins essentiels des êtres humains, se nourrir, se loger convenablement, un travail avec salaire décent et des conditions de travail respectueuses des hommes et des femmes, une éducation accessible à tous et à toutes.

Actuellement, le discours à la mode des politiciens bourgeois, c'est qu'il faut tout sacrifier pour rembourser la dette et réduire le déficit. Nous disons non à cette logique infernale qui mène à la destruction des programmes sociaux et à un appauvrissement généralisé chez la majorité de la population. Face au dogme du néolibéralisme et à la montée de l'extrême-droite, il est urgent que la gauche s'organise politiquement pour qu'elle puisse se faire entendre de reste de la population. Depuis déjà trop longtemps les partis traditionnels, le PQ, le PLQ et leur dernier rejeton, l'ADQ défendent les intérêts de la bourgeoisie.

PROMOUVOIR LA SOLIDARITÉ

La conjoncture actuelle est propice à la mise sur pied d'un parti qui puisse représenter les jeunes, les femmes, les marginaux, les plus démunis, les travailleurs et les travailleuses, les chômeurs et les chômeuses, les

néo-Québécois et néo-Québécoises et promouvoir la solidarité sociale entre nous et avec les nations autochtones.

UN PROJET ÉGALITAIRE

Le PDS est un nouveau parti dont les membres participent aux luttes actuelles au Québec; sa base est majoritairement anti-capitaliste. Il aspire à devenir le véhicule politique des militants et des militantes de gauche inscrites dans les luttes et qui portent depuis plusieurs années un projet de société égalitaire. Actuellement, les priorités du PDS sont: la formation politique, la mise sur pied d'associations de comités, le recrutement en particulier en direction de la jeunesse; la participation à la construction des mobilisations contre les coupures des gouvernements; le soutien actif aux coalitions contre les coupures.

Le PDS entreprend une campagne qui a pour thème: "SE BATTRE CHAQUE JOUR POUR UN PROJET ÉGALITAIRE". Il revendique

notamment, le gel de la dette publique, afin de porter la réflexion au-delà du discours officiel tenu par les politiciens, une réforme radicale de la fiscalité, une politique de plein emploi par des mesures concrètes telles que la réduction et le partage du temps de travail. Pour porter nos revendications telles qu'élaborées par Solidarité populaire Québec dans la Charte d'un Québec populaire, nous pensons qu'il est fondamental de s'investir politiquement et de se donner un véhicule permettant de s'opposer massivement aux politiques de droite qui ne cessent de multiplier les exclu-e-s. Il y a urgence d'agir. Il est fondamental de sortir de notre immobilisme politique.

Nous appelons les militants et les militantes les plus convaincu-e-s à une réunion de fondation du PDS en Estrie, le 26 mars à 19 h 00, au Pavillon 2 du Collège de Sherbrooke, local 53-284.

Patrice Côté et Gérard Pollender, membres du PDS.

LES CLINIQUES D'IMPÔT SONT REPARTIES!

Les cliniques d'impôt ont commencé depuis le 29 février dernier. Elles se poursuivront jusqu'au 28 mars 1996. Voici un bref rappel des dates, lieux et heures d'ouverture.

Judi, le 14 mars: prestataires des rentes et pensions. **Les 20 et 21 mars,** pour les nouveaux arrivants et réfugiés. **Judi le 28 mars,** pour les petits salariés et les étudiants. Les gens qui ont des formulaires personnalisés doivent les apporter aux cliniques. Les barèmes d'admissibilité sont les revenus maximums de 18 000\$ pour une personne seule, de 21 000\$ pour un couple, et de 25 000\$ pour une famille (4). Aucun revenu de location ne peut être accepté. Il y a aussi un maximum de 1 000\$ en revenus de dividendes et intérêts.

Les cliniques d'impôt se déroulent au sous-sol de l'église **Immaculée-Conception, au 1085, boul. Alexandre,** à Sherbrooke. Une garderie gratuite sera disponible sur les lieux. Les heures d'ouverture sont de 9h00 à 18h00.

Ce service est offert par des bénévoles qui ont reçu une formation appropriée de Revenu Canada et de Revenu Québec.

Pour plus d'information, vous pouvez contacter le **Service budgétaire populaire** au 563-0535.

LA TABLE RONDE DES
AVP
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314,
Sherbrooke, Qué., J1H 4Z4
tél.: (819) 566-2727

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à s'offrir
- Une force en devenir

OÙ VA L'ARGENT QUE GAGNENT LES ROBOTS?

De plus en plus, les travailleurs dans presque tous les secteurs d'activité sont remplacés par des machines. La Banque Royal annonçait, dans La Tribune du 6 décembre 1995, des profits records de 1,26 milliards de dollars, tout en s'excusant de réduire ses effectifs humains au profit des machines. Un peu avant, Bell Canada annonçait, presque coup sur coup, des hausses de tarifs, des mises à pied en grand nombre, des investissements dans l'automatisation et, pour couronner le tout, des profits encore jamais égalés.

ROBOTS VS TRAVAILLEURS: LA LUTTE NE FAIT QUE COMMENCER

Aux yeux des dirigeants d'entreprises, les robots ont des avantages marqués sur les travailleurs: ils ne syndiquent pas, ne font jamais la grève, ne sont jamais fatigués, jamais en retard au travail et ne prennent pas de pauses-café. En cas d'accident, ils ne réclament pas de prestations d'invalidité, et à leur retraite, ils sont envoyés "à la casse" sans exiger de pension. Voilà les beaux côtés! C'est la production poussée à son meilleur et à moindres frais... On n'arrête pas le progrès; les robots sont là pour y rester. D'ailleurs, qui voudrait faire le travail harassant qu'ils effectuent mieux que nous dans les usines et même dans les bureaux? Mais il y a u hic...

L'ENVERS DE LA MÉDAILLE

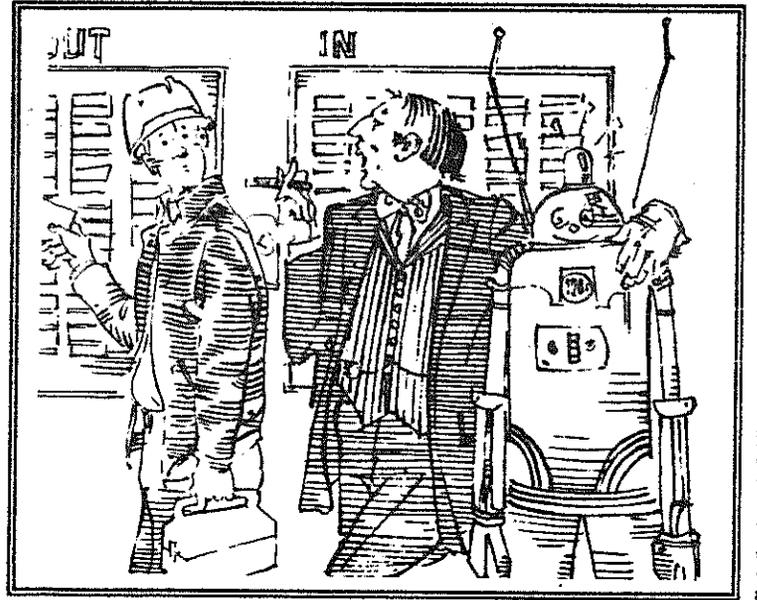
Les robots ne consomment pas ce qu'ils produisent. De plus, ils ne paient pas d'impôt pour renflouer les coffres de l'État. Comme ils ne réclament comme salaire que leurs coûts d'achat et d'entretien, l'argent qu'ils font économiser à leurs possesseurs ne retourne pas à la Société; il est accumulé par des capitalistes qui n'hésitent pas à aller l'investir à l'étranger pour le soustraire au fisc.

Même Paul Martin, le ministre des finances du Canada, va investir les profits de son entreprise maritime à l'étranger pour éviter de payer des impôts à son propre pays. Et qui ne connaît pas le scandale de Irving? Les fautifs, ce ne sont pas les robots ni leurs inventeurs, puisque ces derniers perdront leur travail aussitôt qu'ils auront réussi à inventer des robots surper-inventeurs. Il semblerait que c'est pour très bientôt.

LE DÉSÉQUILIBRE ENTRE LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION

Au départ, les robots devaient exécuter les travaux pénibles et routiniers, afin d'améliorer les conditions de travail des travailleurs. Ainsi, les heures de travail devaient être écourtées en proportion directe de l'automatisation, sans pour autant diminuer le revenu du travailleur. Mais ce n'est pas ce qui s'est produit; certains détails ont fait basculer le système. En principe, pour continuer à produire, les usines doivent vendre leurs produits. Quand la production était assurée par des travailleurs, ceux-ci pouvaient acheter de ce qu'ils produisaient. Les robots, eux, ne consomment pas ce qu'ils produisent les sans-emploi ne sont pas les meilleurs consommateurs.

Ainsi, les chômeurs et les assistés sociaux ont des dé-



"Passe une belle fin de semaine, Maurice, les mauvaises nouvelles peuvent attendre jusqu'à lundi!"

fauts encore plus graves que lorsqu'ils étaient au travail. D'abord, ils n'achètent que le strict nécessaire pour survivre et, pire encore, ils ne paient plus les impôts qui faisaient tourner la machine gouvernementale.

Pour compenser, les gouvernements, dans le but de réduire leurs dépenses, emboîtent le pas à l'industrie et robotisent leurs services publics et parapublics, augmentant du coup la masse des sans-travails.

Résultats: le Québec compte plus de 11 % de chômeurs et 800 000 assistés sociaux qui ont à peine de quoi survivre. Et le nombre va

grandissant. Le téléjournal de Radio-Canada annonçait récemment que 45 % de la population travaillante du Québec est à la recherche d'emploi

C'EST NOTRE ARGENT!

Ce qu'il nous faut, c'est récupérer les argents dont les capitalistes, grâce aux machines, se sont astucieusement emparés. C'est notre argent, celui que nous ne pouvons plus gagner, parce que nous sommes maintenant privés de travail. Il nous revient de plein droit. Il est donc temps qu'on se penche sur un nouveau contrat social, afin de mieux répartir la richesse générée par les machines.

Jean-Paul Dubreuil

LES CONSÉQUENCES DES FERMETURES D'USINE

Obtenir de l'information à ce niveau auprès des services de l'emploi du gouvernement fédéral s'est avéré impossible: après m'être frappé à une armée de robots-répondeurs, chaque fois que je croyais enfin pouvoir atteindre une voix humaine un autre robot m'annonçait qu'il regrettait (comme si un robot pouvait regretter), mais aucun préposé n'était disponible pour le moment.



"Une machine peut faire le travail de cinquante hommes. Aucune machine ne peut faire le travail d'un homme extraordinaire."

Elbert Hubbard

LÉOPOLD SURVAGE - « Les Usines » (1914)

J'ai alors contacté M. Gaétan Fortin, président de la Coalition des 50 ans pour l'emploi (La CCAPE), un organisme sans but lucratif qu'il a lui-même fondé pour mettre en contact les gens qui ont perdu leur emploi et qui sont désireux de mettre leurs idées en commun afin de s'en créer de nouveaux. Soulignons que depuis sa naissance, en février 1995, la CCAPE s'est étendue sur presque tout le territoire du Québec.

JPD - M. Fortin, quelles sont les principales conséquences d'une fermeture d'usine pour les travailleurs?

GF - C'est la déprime. C'est comme de recevoir un coup sur la tête. Les plus touchés, ce sont ceux qui ont travaillé 20 ou 25 ans dans la même entreprise

sans jamais penser qu'ils se retrouveraient sans travail du jour au lendemain. Quand ça leur arrive, ils sont complètement démunis. Se chercher du travail, ça demande un moral à toutes épreuves. Vu leur état dépressif, les robots des services d'emploi du gouvernement finissent par les décourager totalement. Ils finissent par penser qu'ils ne sont plus bons à rien et en fin de compte, c'est toute leur vie familiale qui se dégrade.

GF - Le remède qu'il faudrait appliquer ne serait pas efficace s'il ne l'est pas mondialement. C'est impossible de promettre du travail à tout le monde tant et aussi longtemps que la concurrence internationale risque de réduire les efforts de création d'emploi à zéro.

JPD - Il faudrait donc fermer la porte aux produits étrangers?

GF - Non; il faudrait donner aux travailleurs étrangers des salaires comparables aux nôtres. La concurrence deviendrait plus

abordable et les compagnies ne menaceraient plus nos travailleurs de déménager à l'étranger dès qu'ils demandent des améliorations de leurs conditions de travail.

JPD - Mais puisque nous sommes encore loin d'une telle solution, en voyez-vous d'autres?

GF - Oui, il y a la réduction des heures de travail. On pourrait réduire les heures de travail de telle sorte que chacun puisse avoir sa part de travail. Mais une autre solution, immédiatement applicable, serait qu'on exige que dans un couple, une des deux personnes reste à la maison pour élever les enfants. Soit l'homme, soit la femme, ou chacun à tour de rôle. Du coup, on solutionnerait en grande partie les problèmes de garderie et de délinquance juvénile, etc. Avec une personne responsable à la maison, ces problèmes seraient beaucoup moins fréquents.

Jean-Paul Dubreuil

CE SUPPLÉMENT INTERNATIONAL
A ÉTÉ RENDU POSSIBLE
GRÂCE À LA COLLABORATION
DU CARREFOUR SOLIDARITÉ
INTERNATIONAL (CSI).

International



LE MALI, UN PAYS, 8 RÉGIONS, UN DISTRICT

Le 26 mars prochain, le Mali fêtera ses 5 ans de démocratie pluraliste arrachée aux militaires lors de la grande révolution de mars 1991. Au seuil des élections présidentielles de 1997, jetons un coup d'oeil sur le bilan d'une démocratie.

Jadis appelé Manding, Mali ou Soudan (pour les arabo-berbères), puis récemment Soudan français durant la colonisation, ce pays aujourd'hui enclavé fut le berceau de tous les grands empires de l'ouest africain (Ghana, Mali et Songhoï). Il est limité au nord par l'Algérie, à l'ouest par la Mauritanie et le Sénégal, au sud par la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Burkina Faso et à l'est par le Niger. Étendu sur 1 240 000 km², il compte actuellement 10 millions d'habitants dont, entre autres, les Bambaras, les Touarègues, les Bozos, et les Arabes. Issus du brassage de divers peuples blancs et noirs depuis les empires jusqu'aux royaumes, le Mali d'aujourd'hui est constitué d'une population multi-ethnique dont les composantes se retrouvent dans plusieurs autres pays de la sous-région.

DIVISION ADMINISTRATIVE DU MALI

Le Mali est divisé en 8 régions et un district, dirigés par des gouverneurs de régions et du district de Bamako. Les régions sont divisées en cercles, les cercles en arrondissements

et les arrondissements en villages. Les cercles sont dirigés par des commandants de cercle, les arrondissements par les chefs d'arrondissements. Toutes ces fonctions sont occupées par des fonctionnaires et des cadres civils et militaires du ministère de l'Administration territoriale (ministère de l'Intérieur). Quant aux villages, ils sont dirigés par des chefs de villages assistés de conseillers, élus directement par les habitants du village. En plus des administrateurs territoriaux, des maires sont également élus dans les grandes villes érigées en communes. La capitale, Bamako, a été érigée en district en 1978, elle comprend six communes avec un million d'habitants.

SITUATION POLITIQUE

Il obtint son indépendance le 20 juin 1960, sous le nom de "Fédération du Mali" (ancien Soudan français + le Sénégal). Puis la fédération éclata quelques mois après. La partie malienne proclama son indépendance le 22 septembre 1960 (sous fond de crise), sous le nom de la République du Mali dirigée par Modibo Keita, président de l'ex-fédération. So-

cialiste convaincu, il dirigea le Mali jusqu'au 19 novembre 1968, déchu par coup d'État militaire dirigé par le lieutenant Moussa Traoré. Resté au pouvoir jusqu'au 26 mars 1991, le régime militaire qui fut constitutionnalisé en 1978 par le Général Moussa Traoré à la tête du parti unique (Union Démocratique du Peuple Malien) fut balayé par une révolution populaire lancée par les étudiants et suivie par les associations de lutte pour la démocratie et les masses populaires. Le 22 mars, des milliers de jeunes descendent dans les rues, ils affrontent l'armée avec ses armes lourdes et ses "machines de la mort"; en trois jours, des centaines de morts et de blessés gisent dans les rues et les hôpitaux. Les militaires patriotes prendront les devants pour arrêter le Général Président dans la nuit du 26 mars 1991. La même nuit, la liesse populaire se transforma en fête et les populations redescendèrent dans les rues pour fêter la victoire de la démocratie et la fin de 23 ans d'un régime des plus corrompus. C'est le début de l'ère démocratique au Mali.

La junte militaire qui prit le pouvoir était dirigée par le



Amadou Toumani Touré (ATT), l'homme qui décida un jour de mars 1991, de libérer le Mali...

Photo (source): Jeune Afrique, nos 1753-1754, 11 au 24 août 1994

Lieutenant-Colonel Amadou Toumani Touré (appelé ATT) avec comme organe dirigeant le CTSP (Comité de transition pour le Salut du peuple) représentant à la fois les militaires, mais aussi les associations démocratiques et les étudiants. ATT a pu organiser une conférence nationale, et des élections libres et démocratiques portèrent Alpha Oumar Konaré (un professeur d'histoire et d'archéologie) au pouvoir 14 mois plus tard (en avril 1992), à la tête de son parti, l'Alliance pour la démocratie au Mali (A.DÉ.M.A.). Les grands partis de l'opposition sont le CID (Congrès d'Initiative démocratique) et l'US-RDA (Union Soudanaise du Rassemblement démocratique africain, qui est née juste après la deuxième Guerre mondiale en 1946 et

qui a donné plusieurs députés et ministres à l'Assemblée nationale et au gouvernement de la France et a dirigé la première république (1960-1968), puis dissous par les militaires en 1968).

Aujourd'hui, le parti au pouvoir a comme objectif principal de réforme administrative, la décentralisation du pouvoir qui responsabilisera l'ensemble des populations du Mali. De cette décentralisation naîtra un système d'administration qui regroupera l'ensemble des villages en communes rurales dirigées par des gens du milieu qui connaissent leur propres problèmes auxquels ils pourront tenter de trouver des solutions appropriées.

Aliou Ousmane Haidara

HAÏTI: PAYS DE CONTRASTES

Ce que l'on retient généralement d'Haïti, c'est la pauvreté, les nombreux coups d'État et les tentatives nombreuses de la communauté internationale pour "aider" ce pays des Antilles. C'est cette image que j'avais lorsque j'y suis allé à titre de coopérant de 1990 à 1992. Voici donc comment j'ai connu ces gens et ce pays.

LES PREMIÈRES IMPRESSIONS

Le premier élément qui nous frappe en mettant les pieds à Port-au-Prince, c'est l'ambiance africaine, certes teintée aux couleurs des Caraïbes, mais résolument africain-

ne. Par exemple, les peintures typiques présentant souvent des girafes ou des lions dans la jungle, qui n'existent pas en Haïti. La langue créole et la religion vaudou ont également gardé plusieurs racines africaines.

On est, dès lors, plongé dans le passé des Haïtiens. Un passé de déracinement, d'esclavage, de domination étrangère et de grande pauvreté. C'est cela que l'on voit un peu partout dans les rues de Port-au-Prince et dans la campagne haïtienne. Une grande pauvreté difficile à saisir et à comprendre.

LES HAÏTIENS

Une fois l'étonnement passé et après quelques notions de créole, on entre doucement dans le quotidien des gens. On note immédiatement la personnalité unique des Haïtiens. Malgré leur grande pauvreté, les Haïtiens vous accueillent avec une grande gentillesse et avec des sourires contagieux.

Une "joie de vivre" qui sem-

ble paradoxale au milieu de cette pauvreté, mais par la même occasion, fort compréhensible devant la dureté de leur quotidien. Les plaisirs sont rares, alors on y saisit chaque occasion de petit bonheur. Les Haïtiens sont un peuple qui ne laisse personne indifférent. Haïti vous charme dès lors pour la vie.

POLITIQUES ET COUPS D'ÉTATS

On ne peut parler d'Haïti sans parler de son ex-président. Nombreux ont été les articles écrits sur l'histoire d'amour entre une majorité de la population haïtienne et Jean-Bertrand Aristide. Un président en qui la population avait confiance et qu'elle avait élu démocratiquement pour la première fois de son histoire. Un Haïtien m'a un jour résumé le règne d'Aristide de façon éloquent: une victoire démocratique pour le peuple haïtien, mais que la communauté internationale avait peu souhaité. Cette dernière

lui a témoigné toute son aide... pendant son exil. Résultats du dernier coup d'État: des populations plus pauvres, une misère aggravée, des leaders politiques tués. Aristide a dû quitter la politique après un peu plus d'un an de pouvoir (sur un mandat de cinq ans) tandis que le responsable du coup d'État, le général Raoul Cédras, a été conduit par les Américains sur une île du Panama où il coule, avec sa famille, de paisibles journées...

Haïti est un pays de grands contrastes, elle fût la perle des Antilles, mais aujourd'hui il y règne une pauvreté extrême. Les Haïtiens nous accueillent chaleureusement malgré un passé où très peu de nations leur ont accordé un accueil semblable. Souhaitons que nous serons plus nombreux à échanger avec nos frères et soeurs d'Haïti, nous y gagnerons tous.

Michel Lafleur

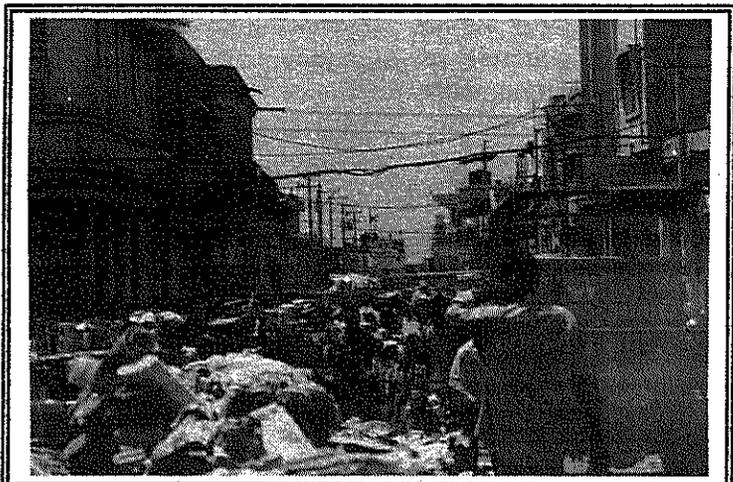


Photo: Michel Lafleur

Le marché Port-au-Prince, à Haïti.

Brésil

LA VIE QUOTIDIENNE À CAMPINAS

Un nombre important de Québécois et de Québécoises partagent le quotidien de Brésiliens et de Brésiliennes dans différentes régions du Brésil, ce magnifique pays qui compte 130 millions d'habitants. Aujourd'hui, nous accompagnerons deux Québécoises, Hélène et Laurette, qui vivent au Brésil depuis 25 ans et qui oeuvrent dans la ville de Campinas, la seconde ville en importance de l'État de Sao Paulo. Ville où la plus grande pauvreté côtoie la plus grande richesse. Suivons-les dans leur quotidien en écoutant leurs dires éloquentes.

Avec leurs chiffonniers

"Nous travaillons avec les chiffonniers qui ramassent surtout le carton dans les rues. Deux groupes travaillent dans des quartiers différents. Le premier groupe, composé de quatre femmes, a réussi par la vente de vêtements usagés, à acheter quatre chariots de fer montés sur des pneus bien gonflés qui facilitent le transport. Le motif le plus profond de leur joie vient du fait qu'elles sont maintenant libres de vendre leur marchandise là où les prix sont les meilleurs. Elles ne vivent plus sous la dépendance de l'acheteur du coin qui "prêtait" le chariot moyennant un pourcentage sur le prix d'achat du carton. Imaginez la "fête des chariots" avec liqueurs et gâteaux pour souligner les avantages du regroupement!"

L'autre groupe se compose de 17 hommes dont deux épileptiques. Après plusieurs rencontres, des délégués du groupe ont contacté la municipalité pour obtenir un terrain avec un petit entrepôt. Comme l'année 1996 est une année d'élection municipale, il est possible que le projet se réalise.

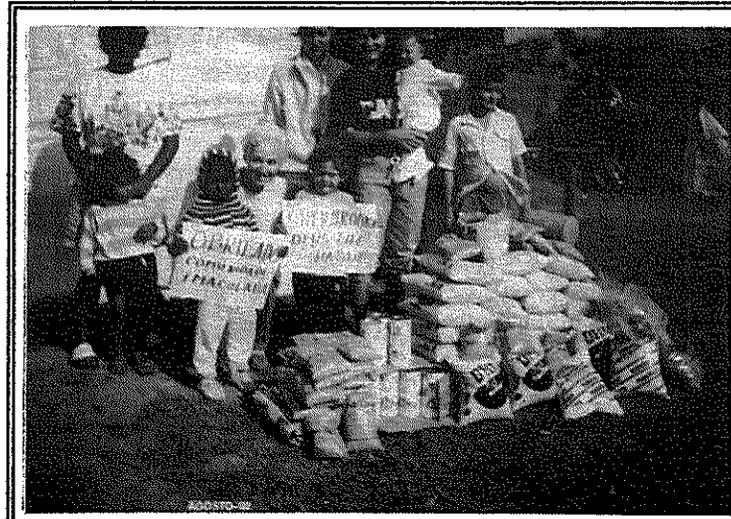
Dans la "Maison des amis"

"Il y a tous ceux qui, sans toit, dorment sous les ponts ou dans les portiques et qui quêtent leur pain chaque jour. Pour ceux qui ont perdu le ressort pour la survie, nous avons ouvert une maison: "Casa dos Amigos de S. Francisco"; c'est vraiment la maison des amis. En deux semaines, nous avons reçu plus de 80 itinérants qui ont pu profiter des services que la petite maison pouvait leur

offrir: douche, coupe de cheveux, cuvette pour laver le linge, pansement des blessures - Hélène et Laurette ont une formation d'infirmières. La police est responsable de beaucoup de ces blessures, l'itinérant étant le bouc émissaire tout trouvé. La maison a toujours du café, du pain et des biscuits. Nous ne pouvons pas servir de repas."

À la "Coopérative de Laurette"

"L'entreprise qui se préoccupe d'alimentation et de médecine alternative pour les enfants est en croissance constante. Le groupe récupère l'enveloppe du grain du riz, en fait une poudre à utiliser dans l'alimentation des enfants. Les résultats sont merveilleux. La poudre est vendue à bas prix aux mamans des jeunes enfants qui se rendent à la coopérative pour une



Laurette (penchée avec les enfants) remet des victuailles au groupe "Jardim Ademar de Barros". Sur les pancartes, vous pouvez lire: "Obrigado (merci) Immaculée-Conception, Sherbrooke". Dieu vous le rende.

consultation. Mais des gens ont découvert qu'il y avait là un profit à faire... Il faut surveiller les concurrents qui peuvent exploiter l'idée et vendre à gros prix cette poudre si bénéfique aux enfants."

Oui, le Brésil est une Terre d'espérance car il y a Lucia, Juan, Pedro et tant d'autres parmi lesquels Hélène et Laurette. Ensemble, ils sont de plus en plus nombreux à nous dire que c'est par un combat

quotidien, souvent héroïque, de défendre leur droit à la vie. Évoquer leur quotidien, c'est se rappeler le courage que leur donne la décision de créer chaque jour leur liberté et la force que nourrit leur solidarité.

Merci à vous, hommes et femmes du Brésil, qui êtes des témoins de la victoire de la Vie!

Marie Granger
Développement et Paix

LA BOLIVIE: EXTRAITS
D'UN JOURNAL DE VOYAGE EN 1995

LA POLICE,
LES GARDIENS
DE SÉCURITÉ
ET LES MILITAIRES

La Bolivie est le pays qui détient le record Guinness du nombre le plus élevé de coups d'État. Je ne me souviens plus du nombre exact, mais depuis 150 ans, c'est plus d'un par année. C'est la raison pour laquelle il y a une présence constante des forces policières et militaires. À La Paz, les policiers sont à pied et contrôlent le trafic, en plus de déambuler sur les rues par groupe de trois à cinq. Il y a aussi une escouade motocycliste, une cinquantaine de motocross tout au plus. Quant aux véhicules motorisés, il y en a très peu.

Il y a beaucoup de gardiens de sécurité à La Paz. Ils sont armés de mitrailleuses et occupent un petit cabanon de 2 X 4 pieds sur le trottoir. Ils surveillent soit une propriété privée, soit un commerce quelconque, et attendent que quel-

que chose se passe.

Les militaires, quant à eux, contrôlent les routes par des barrages routiers. À l'occasion, on peut vous demander votre permis de conduire; mais plus souvent qu'autrement, on vous demande votre nom, d'où vous venez et où vous allez. La plupart des militaires que j'ai vus semblaient être âgés entre 16 et 20 ans et ressemblaient plutôt à des enfants qu'à des militaires. Sur la route entre La Paz et Ulla Ulla, il doit y avoir au moins quatre bases militaires.

(janvier 1995)

MANIFESTATION DES
MAESTROS

La Bolivie est en train de vivre d'autres moments difficiles, car depuis quelques semaines, les professeurs de la Bolivie entière manifestent contre la réforme scolaire que le gouvernement veut implanter. Je ne connais pas les détails de cette réforme, mais

je sais qu'un professeur gagne 400 bolivianos par mois, et qu'en milieu rural, c'est moins que ça; ce qui équivaut à 84.00\$U.S. par mois. C'est nettement insuffisant pour vivre en milieu urbain. Le salaire mensuel d'un professionnel est environ 600\$U.S. par mois. Vous pouvez donc comprendre pourquoi les professeurs manifestent à travers tout le pays.

Habituellement, les manifestations commencent paisiblement par une marche sur une rue achalandée d'un centre-ville ou sur une route importante, comme par exemple Oruro-La Paz. Malheureusement, les manifestations ne finissent jamais pacifiquement. Ça finit toujours par la violence, car il y a un affrontement entre les manifestants et la police anti-émeute, qui est équipée de gaz lacrymogène et est armée jusqu'aux dents. À chaque jour, il y a une ou des manifestations à travers le pays, et ce, depuis environ quatre semaines. Plus on

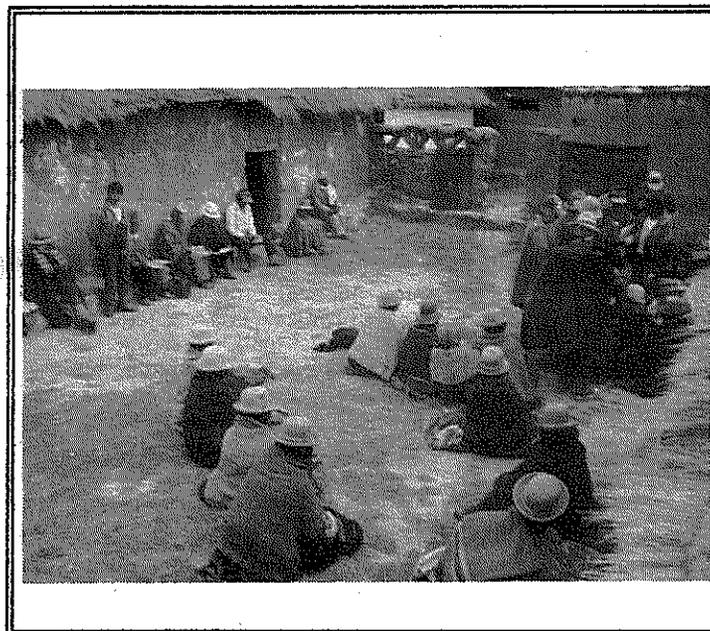


Image tirée d'un milieu de vie rurale en Bolivie.

avance dans le temps, plus c'est violent. Tous les jours, à la télé, on voit des reportages sur ces scènes de violence. Certains jours, à La Paz, c'est comme l'État d'urgence. Il y a des centaines de policiers situés à des endroits stratégiques, dont les postes d'essence.

L'autre jour, vers midi, j'étais au centre-ville. Une manifestation avançait vers moi en bloquant le trafic complètement. J'étais sur le trottoir, et je les regardais. Lorsqu'ils furent vis-à-vis moi, une cinquantaine de policiers ont chargé sur

les manifestants. Une bombe lacrymogène a explosé à environ 10 mètres de moi. J'ai senti les effets de cette bombe dans mes yeux. Quant aux manifestants, ils se sont dispersés rapidement à travers la foule. Cette fois, il n'y a pas eu d'affrontements directs entre les policiers et les manifestants. Je ne sais pas comment tout ça va finir. Le gouvernement adopte une ligne dure avec eux, et au moment où j'écris ces lignes, cela semble être dans une impasse.

(22 mars 1995)

Pierre Chaurette

PÉROU: SOCIÉTÉ ET DÉMOCRATIE AU-DESSOUS DU FEU

Le 5 avril 1992, à 22h30, le président du Pérou, Alberto Fujimori, apparaît à la télévision nationale. Il annonce la dissolution du Congrès, la "réorganisation" judiciaire et suspend les garanties constitutionnelles. La police et l'armée effectuent une rafle d'adversaires politiques et journalistiques ainsi que des leaders syndicalistes. L'on peut lire dans la presse internationale que des leaders du Congrès ont été arrêtés chez eux, dans leur maison, tandis que des soldats entouraient et occupaient des bureaux de presse nationaux et internationaux.

Le lendemain, l'on apprend que la force armée et la police ont immédiatement annoncé l'appui au coup d'État du président Fujimori. Le président a appelé cette activité "la démocratie réelle"; mais en fait, cela ressemble plus à l'activité d'un dictateur.

Durant le mois précédant le coup d'État, la société civile et les institutions démocratiques sont plus que jamais durement frappées par les activités du groupe armé appelé le *Sentier lumineux* (Sendero luminoso), qui a planifié l'assassinat, en février 92, d'une leader et organisa-

trice qui a été élue maire de la plus grande population pauvre de Lima (capitale du Pérou). Selon l'*Organisation nationale des droits humains* (la *Coordinadora Nacional de Derechos*), à Lima, le *Sentier lumineux* a été responsable de 842 assassinats politiques durant l'année 1991, et de 217 autres pendant les quatre premiers mois en 1992. Entre 1989 et 1992, la *Coordinadora* montre que le *Sentier lumineux* a effectué 3 600 assassinats dont 8% des victimes étaient civiles.¹ Ces nombreux assassinats, ainsi que les actions du gouvernement

péruvien, ont contribué à l'instabilité socio-politique du pays.

12 ANS DE STRATÉGIE MILITAIRE

Par exemple en 12 ans de stratégie militaire, le gouvernement a attaqué de façon systématique les droits humains. Sa tactique armée pour contrôler la situation n'a pas été efficace. En conséquence, l'apparition d'un autre mouvement révolutionnaire en suivit. Il s'agit du *Mouvement révolutionnaire de Tupac Amaru* (Movimiento Revolucionario Tupac Amaru - MRTA). Au contraire,



Le président péruvien Alberto Fujimori. Un opposant l'a bien résumé: "Des salaires africains pour des prix américains." Près d'un Péruvien sur trois vit sous le seuil de la pauvreté.

Photo (source): Le Courant enchaîné, 17 août 1994, p.18.

cette tactique a eu des effets totalement imprévisibles. La force armée a fait des exécutions systématiques, et est responsable des disparitions et des tortures, qui ont grandement suscité la confusion dans la société péruvienne. Des arrestations arbitraires et des enquêtes y ont favorisé l'aliénation, voire même l'hostilité.

L'exécution sommaire par un commando spécial de l'armée, près de Lima, le 19 juillet 1982, de neuf étudiants et d'un professeur de l'université de la Cantuta, a souvent été un casse-tête pour le gouvernement Fujimori. Cela a confirmé la volonté du gouvernement péruvien de réprimer la violation des droits de l'Homme par les forces de l'ordre. La Cantuta est maintenant un triste exemple, comme le fut au Salvador le massacre délibéré des jésuites par des militaires. Les analogies sont évidentes et, dans les deux cas, la volonté des autorités de dissimuler une vérité gênante est manifestée. Les étudiants assassinés ont longtemps été considérés comme "disparus"; en fait, ils étaient enlevés sur le campus par des hommes portant des cagoules noires que les témoins décrivaient comme des militaires. Les parents de ces étudiants affirmaient que

leurs enfants n'avaient pas eu d'activités politiques.

PÉROU: LA CRISE EST LOIN D'ÊTRE TERMINÉE

Toujours en 1992, les leaders des senderistes, dont Albimael Guzman, le "président Gonzalo" pour les senderistes, sont arrêtés par la police. Aujourd'hui, malgré le quadrillage policier et militaire et l'arrestation des principaux leaders senderistes, l'avenir du Pérou reste encore inconnu. La crise économique n'est pas terminée, le manque d'emploi constitue toujours un problème touchant des milliers de personnes. Plusieurs d'entre elles qui pratiquaient une profession ont dû quitter le pays pour s'installer ailleurs, où opportunités et respect de la valeur humaine existent.

La population péruvienne devra toujours faire face à l'insécurité dans les années à venir. Le manque de valeurs humaines, entre autres, de la part du gouvernement, ne permet pas le progrès et l'amélioration de la situation socio-économique du Pérou, qui connaît actuellement une crise de conscience qui agit sur la stabilité économique du pays.

Rogelio Muniz

¹ Burt, Marie et Panfichi, A. *Peru Caught in the Crossfire* (1992) CISR (Montréal), centre de documentation.

"LA BATAILLE DES BATEYES"

Développement et Paix est un organisme de coopération internationale qui a été fondé par des évêques canadiens en 1967. Il appuie des projets dans des pays en voie de développement en Amérique latine, en Afrique et en Asie. De plus, il se donne une mission d'éducation populaire en informant les gens d'ici sur les réalités des pays du Sud. Dans le cadre de sa campagne sur la mondialisation de l'économie, qui s'étend sur trois ans, Développement et Paix concentre ses énergies cette année sur le monde du travail. Nike et Levi's sont visés, mais ils ne sont pas les seuls. Nous nous adressons également aux dirigeants de la République Dominicaine, vous comprendrez vite pourquoi.

La République Dominicaine est une importante exportatrice de sucre. Le commerce de cette denrée est principalement géré par le C.E.A. (Conseil d'État du sucre). Il s'agit d'une société d'État qui administre dix des douze régions sucrières du pays. Désirant s'assurer une production à très faibles coûts, cette société d'État embauche des travailleurs haïtiens au salaire moyen de 35 pesos (3,50 \$ Can.), ce qui est de loin inférieur au salaire minimum prescrit par l'État. Par le biais des "buscones" (recruteurs), le C.E.A. les recrute en Haïti, leur faisant miroiter la possibilité d'enrichissement substantiel en travaillant toute une saison à couper de la canne à sucre en République Dominicaine.

DES CONDITIONS DE VIE DÉPLORABLES

Sitôt arrivés à destination, ils sont expédiés dans les "bateyes", des villages situés au coeur même des champs de cannes à sucre. Il y a 300 000 Haïtiens, nommés braceros, qui tra-

vailent dans ces champs et qui demeurent dans les bateyes. Leurs conditions de vie sont totalement insalubres : ils n'ont ni eau, ni électricité, ni installations sanitaires. Même si leur maigre salaire ne leur permet pas de se nourrir adéquatement, ils doivent en verser 2,5 % à l'État pour l'assurance sociale, eux qui n'ont pas le droit de recevoir des soins médicaux lorsqu'ils se blessent. Comme si ce n'était pas suffisant, ces ouvriers sont souvent victimes de racisme de la part des gardes qui les maintiennent dans les zones de travail. La présence de ces gardes armés, lorsque l'on connaît la situation des travailleurs, est facilement explicable.

Le rôle de l'État dans ce système d'exploitation est très grand: il verse lui-même des salaires inférieurs à ses propres conventions. Il paie les recruteurs qui bernent les Haïtiens, en plus de maintenir les "bateyes" dans des conditions lamentables, lesquelles sont sur-

veillées par des gardes armés et violents. Ces conditions sont inadmissibles et il faut agir au plus vite.

SI LES TOURISTES SAVAIENT...

La République Dominicaine est dépendante des revenus que lui procure le tourisme. Près de 200 000 Canadiens s'y rendent chaque année sans être informés de la situation que vivent les travailleurs de ce pays. Nous en ferons notre cheval de bataille! À la population et aux organisations, nous lançons l'appel au boycott des plages dominicaines. Les 300 000 braceros ont besoin de notre appui. SOYONS SOLIDAIRES!

Dominic Paillé et
Christian Meunier,
stagiaires à
Développement et Paix.

N.B.: Ceux qui voudront collaborer plus activement à cette cause pourront nous contacter au bureau de Développement et Paix au (819) 822-3178.

is imprimerie
sherbrooke inc.

- impression de tous genres
- estampes de caoutchouc
- service de photocopies noir et couleur

642, rue Galv Ouesr
Sherbrooke, QC J1H 1Y9
Tél.: 819-562-8472
Fax: 819-822-2824

AMNISTIE INTERNATIONALE: DES ACTIONS SIMPLES À VOTRE PORTÉE

Selon le dernier rapport annuel d'Amnistie Internationale, des prisonniers d'opinion avérés ou probables ont été détenus dans 78 pays. Des dizaines de milliers de prisonniers politiques ont été détenus sans inculpation ni jugement dans 70 pays. Des détenus ont été torturés ou maltraités dans des prisons, des postes de police et des centres de détention secrets dans au moins 120 pays. Le nombre de victimes connues s'élève à environ 3 000 personnes. Des statistiques du genre sont malheureusement le reflet d'une réalité trop souvent oubliée. Les solutions ne sont pas toujours évidentes. Cette réalité semble souvent nous dépasser.

QUE FAIRE?

Ce qui amène les gens à s'engager dans un des nombreux groupes d'Amnistie Internationale, c'est le goût d'en savoir plus sur cette situation et de trouver un moyen de faire entendre sa voix pour dire non à ces atrocités. La façon de faire que propose Amnistie Internationale est bien simple:

écrire. Le cheval de bataille est connu: la défense de la charte universelle des droits humains.

Dans un premier temps, la section francophone d'Amnistie Internationale envoie, aux différents groupes locaux, des documents décrivant ce que sont les droits humains. Vous pouvez alors vous familiariser avec

les différents articles de cette charte et mieux les comprendre. Par la suite, et à l'aide de la documentation remise par Amnistie Internationale, le groupe choisit de travailler sur quelques cas de violation des droits humains.

Les documents que vous recevez d'Amnistie Internationale sont facilement com-

préhensibles. Vous y retrouverez des explications claires, des propositions d'actions, les adresses des autorités ainsi que des conseils sur les actions à entreprendre. Les informations sont toujours vérifiées par Amnistie Internationale qui s'est bâtie une solide réputation à travers les années. L'organisme a d'ailleurs reçu le prix Nobel de la paix pour ces actions. Vous ne prenez jamais position pour un parti politique, pour une religion ou dans un procès, vous demandez simplement que soit respectée la déclaration universelle des droits de l'Homme. Dès lors commence l'écriture de lettres et de pétitions.

POURQUOI ÉCRIRE?

Il y a deux raisons majeures

pour écrire des lettres: faire pression sur les autorités et donner espoir aux prisonniers. Plusieurs groupes d'Amnistie Internationale à travers le monde travaillent sur un cas sélectionné par votre groupe local. La force d'Amnistie Internationale est de faire parvenir le plus de lettres possible. "Quand les 200 premières lettres sont arrivées, les gardiens m'ont remis mes vêtements. Puis, il en est arrivé encore 200 et le directeur de la prison m'a rendu visite. À l'arrivée d'une autre pile de lettres, le directeur de la prison a communiqué avec son supérieur. Les lettres ont continué à pleuvoir: il y en a eu 3 000 en tout. C'est alors que le Président a été mis au courant. Mais le flot de lettres continuait toujours et, finalement, le Président a téléphoné à la prison et a donné l'ordre de me libérer." Ceci est un témoignage d'un prisonnier d'opinion de la République Dominicaine.

Il existe à Sherbrooke plusieurs groupes: un pour l'ensemble du Sherbrooke métropolitain (Bruno Giangioppi 566-1191 ou 823-1435), un groupe pour l'Université de Sherbrooke (864-4381) ainsi que des groupes d'action en milieu scolaire au Séminaire Salésien, au Collège Notre-Dame, à la Polyvalente Le Phare et à l'école primaire Notre-Dame-du-Rosaire. Vous pouvez vous joindre à ces groupes ou contacter Amnistie Internationale au 6250 boulevard Monk, Montréal, Québec, H4E 3H7, (514) 766-9766 pour tout renseignement ou pour devenir un membre individuel.

Michel Lafleur

**POUR QUE
LE MONDE
TOURNE
PLUS
JUSTE**



**DÉVELOPPEMENT
ET PAIX**

VOUS POUVEZ SIGNER CETTE LETTRE, LA DÉCOUPER ET L'ENVOYER VIA COURRIER. IL PEUT ÊTRE AUSSI PERTINENT DE L'ÉCRIRE VOUS-MÊME À LA MAIN ET L'ENVOYER À LA ADRESSE INDIQUÉE.

Monsieur le Président,

Je vous demande de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour soutenir et protéger Soeur Nohemy Palencia et les membres du Comité de défense des droits de la personne du département du Méta ainsi que tous les groupes et individus qui risquent leur vie en travaillant à la défense des droits humains.

Señor Presidente,

Solicito su intervención para sostener y proteger a Sor Nohemy Palencia y a los miembros del Comité cívico para los derechos humanos del departamento de Meta así como a todos los grupos e individuos que trabajan a riesgo de su vida defendiendo los derechos humanos.

Nom :

Adresse :

Señor Presidente Ernesto
Samper Pizano
Presidente de la República
Palacio de Narino
Santafé de Bogota
COLOMBIA

Photo (source): Amnistie Internationale



Soeur Nohemy Palencia et les membres du Comité de défense des droits de la personne du département du Méta.

AUX PORTES DU DÉSERT: LE MALI

Le Mali est l'un des pays les plus menacés par l'avancée du désert du Sahara; plus de 58% de son territoire est désertique. Les dunes de sable progressent de 10 km par année dans certains endroits. Le Mali est un pays enclavé, c'est-à-dire qu'il ne possède pas de voies d'accès à l'océan.

Depuis la chute de la dictature en 1991, le contexte politique actuel du Mali se caractérise par le processus de démocratisation. Les années de régime totalitaire ont laissé un héritage bien lourd à porter, il fait donc partie des cinq pays les plus pauvres. Au Mali, seulement 3% de la population a un travail salarié. Plus de 80% de la population est analphabète. En l'absence de toute sécurité sociale, c'est l'économie de la "débrouille", du travail au noir non réglementé prenant plus souvent la forme du petit commerce de biens de consommation, c'est-à-dire l'économie informelle qui représente 94% de l'activité économique à Bamako (capitale du Mali).

Il y existe des classes sociales comme partout; le Mali n'y échappe pas. Du côté économique, on re-

trouve majoritairement des pauvres, puis des riches. Mais les classes sociales du Mali se distinguent davantage culturellement. Ceux qui savent lire et écrire le français et le bambara ont le plus grand pouvoir, ensuite l'âge compte beaucoup, puis le sexe.

LES FEMMES AU MALI

Les femmes représentent 51% de la population. La quasi-totalité des femmes sont mariées et elles se marient très jeune, vers l'âge de 15 à 19 ans. 45% des femmes vivent une union polygame, c'est-à-dire que leur mari possède plusieurs femmes, et cela en plus grande proportion dans les villages. Chaque Malienne mettra en moyenne 7,3 enfants au monde, dont un enfant sur quatre mourra avant l'âge de 5 ans. On estime

qu'en Afrique, les femmes travaillent en moyenne 18 heures par jour. Conscientes de toutes ces entraves à leur endroit et voulant améliorer leur qualité de vie, des Maliennes s'organisent pour dénoncer les injustices, informer les femmes de leurs droits et les amener à intégrer des projets de développement social et économique.

Le Mali compte quatre hôpitaux qui sont entièrement autofinancés. On estime que 85% de la population n'ont pas accès aux soins médicaux modernes. La déshydratation, la pneumonie, la rougeole, etc. contribuent aux décès de plusieurs enfants. La médecine traditionnelle, moins coûteuse et plus facile, est beaucoup plus utilisée par les paysans.

AUGMENTER LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Ainsi, étant donné les conditions sociales et économiques des pays comme le Mali, ici plusieurs organismes ont vu le jour afin d'augmenter la solidarité internationale. C'est pourquoi, chaque année, une dizaine d'étudiants de techniques de travail social du Collège de Sherbrooke se rendent à Bamako, pour une durée de deux mois, afin de vivre une expérience de coopération internationale à travers une implication sur le terrain et à l'intérieur des organismes sociaux du pays.

**Valérie Doyon et
Josiane Bergeron**

Stagiaires de l'ANSE
(L'Alliance
Nord-Sud Estrie)

LE RWANDA: UN PAYS EN RECONSTRUCTION

Madame Constance Rwaka Mukayuhi représentant l'ASOFERWA (Association des femmes rwandaises), prononçait, le 12 février dernier, à l'invitation de Carrefour solidarité internationale (C.S.I.) membre d'AFRIQUÉBEC, une conférence sur l'évolution de la situation au Rwanda. En voici quelques extraits.

UN BREF RAPPEL DES FAITS

Le Rwanda, petit pays d'Afrique de l'Est autrefois placé sous le mandat administratif de la Belgique, a vu se développer et grandir en son sein deux ethnies: les Hutus (majoritaires) et les Tutsis. Ces deux groupes ont, pendant longtemps, vécu côte à côte. Ils ont mené une existence commune, ont tissé des liens d'amitié et même d'amour. Pourtant, en avril 1994, l'assassinat du président Habyarimana fut l'élément déclencheur d'un génocide au cours duquel de 200 000 à 500 000 personnes furent sauvagement assassinées; les Hutus s'attaquant de façon systématique aux Tutsis. À partir de ce moment, tout le tissu social fut anéanti.

SITUATION ACTUELLE

On rapporte qu'aujourd'hui, sur une population d'environ 7 millions d'habitants, un million de Rwandais sont réfugiés dans différents pays, mais surtout au Zaïre, dans le camp de Goma. On dénombre aussi plus de 400 000 orphelins et plus de 70 orphelinats. Ajoutons à cela des milliers de personnes, hommes, femmes et enfants que le viol et le meurtre de leurs proches ont profondément traumatisés. Les maisons ont aussi été détruites, les infrastructures socio-économiques sont à relever (la production économique ne représente que 60% de ce quelle était avant la guerre) et les soins médicaux sont notoirement in-

suffisants; les dispensaires manquent de tout... Le Rwanda, après le génocide d'il y a deux ans, semble être tombé dans l'oubli: l'aide internationale ne se fait plus aussi empressée... Pourtant il reste beaucoup à faire.

LES FEMMES: LE PIVOT DE LA RECONSTRUCTION

Aujourd'hui, environ 50% des femmes sont veuves. En conséquence, ce sont elles qui doivent désormais prendre en main la société qui les entoure. Voir au bien-être de leur famille, bien sûr, mais aussi s'atteler à la reconstruction de leur pays. C'est ainsi qu'elles se regroupent en associations, en organismes non gouvernementaux (ONG) et qu'elles mettent leur énergie, leurs ressources et leurs informations en commun afin d'accroître la portée et l'efficacité de leurs gestes.

Mais ces femmes ne peuvent agir seules, le gouvernement actuel doit lui aussi poser des gestes concrets, comme: faire adopter un projet de loi donnant aux femmes le droit à la propriété, reconnaître à ces dernières et à leurs enfants, des droits sous forme de charte; par exemple, aider à la mise sur pied de centres d'éducation pour les enfants qui se retrouvent en prison à la suite d'actes criminels commis lors du génocide, favoriser un rapprochement entre les prisonniers et leurs familles afin d'aider à leur éventuelle réinsertion sociale, etc.

CROIRE À NOUVEAU EN LA JUSTICE

S'il y a un élément central dans le succès que connaîtra ou non la reconstruction du Rwanda et surtout la réconciliation de ses ethnies, c'est bien la réhabilitation du système judiciaire. Celui-ci ayant été pratiquement détruit lors du génocide, des efforts, avec l'aide de la Belgique, sont présentement faits afin de former 300 nouveaux magistrats qui verront à ce que l'appareil judiciaire redevienne fonctionnel. La réconciliation entre Hutus et Tutsis sera très difficile tant et aussi longtemps que la population n'aura pas le sentiment que justice a été rendue. Par contre, sera-t-il possible de juger et de condamner des dizaines sinon des centaines de milliers de personnes? "La responsabilité n'est pas la même pour tous; il faut faire une distinction entre les têtes dirigeantes et le peuple. Il faut établir des niveaux de responsabilité." C'est ce qu'ont suggéré des spécialistes réunis en colloques à Kigali (capitale du Rwanda) en décembre 1995.

LE RÔLE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Comme je l'ai mentionné plus tôt, l'aide internationale est moins présente actuellement, monopolisée qu'elle est par la situation qui prévaut en ex-Yougoslavie. Pourtant, il est essentiel qu'un étroit partenariat continue à se développer avec certains pays d'Europe (Belgique,



Madame Constance Rwaka Mukayuhi était invitée par le Carrefour solidarité internationale (CSI) à prononcer une conférence sur le Rwanda le 12 février dernier, au Centre communautaire situé sur la rue Laurier à Sherbrooke.

France, etc.) et l'Occident (États-Unis, Canada, Québec, etc.) afin d'aider à la reconstruction des diverses infrastructures telles: le système de santé, le système économique, l'appareil judiciaire et l'ensemble des instances socio-politiques. En plus de l'aide économique, la communauté internationale doit user de son influence et de son pouvoir afin de s'assurer, par l'entremise de l'ONU ou des divers O.N.G., par exemple, que des milices ou toute autre organisation ne viennent compromettre, par leurs actions ou leur propagande ethnocentriste, le processus de reconstruction du Rwanda. Ils devraient aussi voir à pacifier et éduquer (expliquer les grands principes de la démocratie) les population qui vivent dans les camps de réfugiés afin de bien les préparer à un éventuel retour au Rwanda. Le Québec et plus particulièrement les instances politiques et sociales qui le composent, peut, quand à lui, voir à sensibiliser et à informer sa population sur la situation qui prévaut au Rwanda et aussi s'associer à des groupes communautaires rwandais, en mettant à leur disposition des ressources humaines et financières afin d'aider ces derniers dans leur immense tâche de reconstruction. Mais malgré toute l'aide internationale, une réalité demeure: le

problème sera résolu par les Rwandais eux-mêmes...

L'UNION FAIT LA FORCE

Le Rwanda traversera, dans les cinq prochaines années, une importante période de transition. Ce pays, qui est passé (1991) d'un régime politique à parti unique (dictature) au pluripartisme, devra relever le défi de la démocratisation. On sait aujourd'hui que cette transition fut délicate et conflictuelle dans le passé, que plusieurs personnes ont manipulé l'opinion publique et encouragé le radicalisme ethnique; ces gens seront peut-être tentés de recommencer... Pour éviter cela, Tutsis et Hutus devront réapprendre à marcher main dans la main; à s'unir pour mieux rebâtir. Le peuple devra être éduqué face à cette démocratie naissante afin d'éviter qu'elle ne sombre dans l'anarchie. Les sentiments de haine et de vengeance devront faire place à l'esprit de coopération. Ainsi donc, les cinq prochaines années représentent une étape transitoire vitale pour l'avenir du Rwanda. Pacifier les esprits, équilibrer et éduquer la société, lui garantir des droits mais aussi insister sur les devoirs rattachés à ces derniers, voilà ce qui attend le peuple rwandais, toutes couches sociales confondues...

Benoît Loranger

CE SUPPLÉMENT INTERNATIONAL A ÉTÉ RENDU POSSIBLE GRÂCE À LA COLLABORATION DU CARREFOUR SOLIDARITÉ INTERNATIONALE (CSI).



LE NICARAGUA, UNE HISTOIRE DE SOLIDARITÉ AVEC LE COLLÈGE DE SHERBROOKE

Depuis 7 ans déjà, une histoire de solidarité se déroule entre les étudiants, le personnel du Collège de Sherbrooke et le peuple du Nicaragua. En fait, depuis 1989, des stages de formation et de coopération en Amérique Latine sont organisés pour les jeunes inscrits à la deuxième année du diplôme de sciences humaines au Collège de Sherbrooke. Encore cette année, 28 stagiaires ont profité de l'expérience exceptionnelle de vivre six semaines au Nicaragua.

À l'automne, en plus des cours réguliers, il y a préparation du stage par des cours d'espagnol, d'économie et de géographie. De plus, les activités reliées à une levée de fonds donnent l'occasion aux stagiaires de s'engager plus étroitement dans la solidarité internationale. Ainsi, depuis sept ans, des sommes amassées en Estrie sont acheminées au Nicaragua pour soutenir des projets de développement. Bon an mal an, les quelques 200 stagiaires ont recueilli au-delà de 75 000\$, somme qui a été doublée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Concrètement, les fonds ont surtout soutenu des projets d'éducation, de santé, d'eau potable et de construction de maisons.

Le point culminant de ce programme est sans aucun doute le stage au Nicaragua. Encore cette année, les sta-

giaires auront pu profiter d'un séjour de six semaines et ce, grâce à une subvention de l'ACDI, accordée par le Carrefour de solidarité internationale de l'Estrie (CSI), et à la collaboration du Collège de Sherbrooke.

UN PAYS DÉVASTÉ PAR LA GUERRE CIVILE

Rappelons que le Nicaragua a été dévasté par la dictature et la guerre civile. Malgré la restauration de la paix, le pays fait face au marasme économique causé par six ans de politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI. Le résultat de cette médecine est une économie désarticulée avec un taux de chômage excédant les 60% et un niveau de vie toujours en chute libre. Le Nicaragua partage avec Haïti le niveau de pauvreté le plus élevé de l'Amérique latine. Triste record!

Les stagiaires sont donc confrontés à des situations insoutenables de pauvreté absolue. À Managua, capitale du pays, la population est, plus souvent qu'autrement, entassée dans des bidonvilles, où l'expression "maison de carton" n'est pas une figure de style!

Les jeunes vivent dans trois milieux très différents où les problématiques liées à la pauvreté se ressemblent toutefois. À la campagne, ils partagent le quotidien d'une famille en vivant et en travaillant avec elle. À la ville, le stage est surtout axé sur des activités de formation. On y rencontre des groupes communautaires, syndicaux, politiques. Les thèmes reliés aux conditions de vie et aux droits de la personne sont généralement abordés. Les quelques rares journées passées à la plage sont aussi l'occasion pour les stagiaires d'observer la vie



Étudiants du Collège de Sherbrooke pour la participation d'un stage au Nicaragua. Une expérience qui véhicule les vraies valeurs.

et de côtoyer des jeunes de ce milieu.

UN SITE INTERNET

De l'aveu même des jeunes, le stage constitue une expérience qui brasse la vie et les valeurs. Il ouvre l'esprit à la différence. La réalité internationale n'est plus une réalité abstraite, au contraire. Le sentiment de citoyen du monde se développe par ce type d'expérience. Les ardeurs et les connaissances des stagiaires sont canalisées au retour dans une campagne de sensibilisation. Le but des activités de la session d'hiver est de faire partager l'expérience vécue et de devenir ainsi des agents multiplicateurs de la solidarité internationale.

Dans les prochains mois, les stagiaires utiliseront une vidéo, une exposition de photos, un rapport écrit, une maquette et un site internet pour traiter du Nicaragua, des conditions de vie du peuple, du stage et de l'expérience vécue. Ils sillonneront l'Estrie avec tout leur bagage de connaissances et ce, pour rendre plus tangible leur engagement à la solidarité internationale.

Si vous désirez plus d'information sur le stage et les activités de sensibilisation, n'hésitez pas à me joindre au Collège de Sherbrooke au 564-6167.

Thérèse Létourneau
Enseignante en économie
au Collège de Sherbrooke

MISSIONNAIRES LAIQUES AU VÉNÉZUÉLA

Suite à un exposé qu'elles ont fait le 30 janvier 1996, sur leur expérience comme missionnaires laïques au Venezuela, à la bibliothèque Éva-Sénécal, Annie Lussier et Julie Blanchard ont gracieusement accepté de m'accorder une entrevue, pour le bénéfice des lecteurs d'Entrée Libre.

JPD - Annie Lussier, vous avez passé deux ans et demie là-bas; pourriez-vous nous situer où se trouvait votre mission?

AL - C'était dans un petit village nommé Uracoa, situé à douze heures de trajet de la capitale Caracas. À cause du pétrole, le Venezuela est considéré comme un des pays les plus riches de l'Amérique du Sud. Mais à part Caracas, qui vit à l'heure des grandes villes américaines, la technologie est encore assez rudimentaire dans le pays. Ils ont l'électricité, mais il y a souvent des pannes.

JPD - Et vous, Julie Blanchard, vous partez en mars prochain pour deux ans.

JB - Oui. Je suis déjà allée dans ce village. En 1993, j'ai fait un stage de deux mois avec un groupe de coopération internationale. J'y suis retournée seule en 1995, pour faire un rapport sur l'avancement de projet.

JPD - Annie, pourriez-vous nous donner quelques précisions sur comment ça se passe là-bas?

AL - Il y a un prêtre vénézuélien et deux religieuses québécoises. La mission a commencé il y a cinq ans. Il y a l'évangélisation, bien sûr, mais il y a un autre aspect que nous avons voulu développer: c'est l'éducation populaire.

JPD - Comment êtes-vous perçues par les gens, lorsque vous arrivez chez eux?

AL - Ce sont des gens très accueillants, mais il nous a fallu leur faire changer leur perception des missionnaires. Avant, un ou une missionnaire allait chez eux pour une ou deux semaines et leur donnait tout ce qu'il pouvait pendant ce court laps de temps. Les villageois n'avaient pas le temps d'assimiler les nouvelles connaissances et ils se sentaient abandonnés, lorsque les missionnaires repartaient. Nous, nous avons décidé de prendre le temps de les écouter, de leur faire trouver eux-mêmes ce qu'ils pouvaient faire pour améliorer leur sort. Notre but est de les rendre indépendants. C'est un changement de point de vue pour eux, face aux missionnaires.

AL - La façon de vivre est très différente dans de nombreux petits détails: il n'y a pas de garderie, c'est la grand-maman ou la tante qui garde les enfants quand la mère doit s'absenter; la cuisine, c'est important pour eux, ils peuvent passer une demi-journée juste pour préparer un repas; les toilettes sont dehors et il faut apporter son papier de toilette quand on y va, il y a une foule de petits détails comme ça...

JB - La notion du temps est très différente; le rythme de vie n'est pas pareil; une personne au travail va s'arrêter pour vous parler et elle ne vous dira jamais comme ici qu'elle est en retard et quelle n'a pas le temps de vous parler. Ou encore, un taxi ne partira pas tant qu'il n'est pas rempli; si vous êtes pressé, le chauffeur ne comprendra pas pourquoi vous l'êtes.

JPD - Ils ont donc plus que nous le sens communautaire tout en négligeant l'aspect d'efficacité qui nous est familier?

AL - Oui, quand on parle de choc culturel, ce n'est pas nécessairement négatif, par



Stagiaires ayant participé à un échange Québec-Vénézuéla.

exemple, ils portent beaucoup plus d'intérêt à ce qu'est la personne qu'à ce qu'elle fait. L'être est plus important que le faire pour eux. Pour nous, ça nous a fait réfléchir et changer un peu notre façon de voir le monde.

JPD - On dit que les policiers, là-bas, profitent de leur autorité pour exploiter le peuple, est-ce vrai?

JB - Les policiers ont beaucoup de privilèges, mais les gens acceptent ça; pour eux, c'est normal. Les policiers portent leur uniforme même en dehors du service; quand ils vont au bar, on ne les fait pas payer, ou quand ils font du pousse, les gens arrêtent plus facilement pour les prendre à bord. Pour eux, c'est

normal et ils n'ont jamais pensé que ça pouvait être autrement.

JPD - Est-ce que c'est difficile quand on revient au pays, Annie?

AL - Un peu, il faut repartir à zéro, se trouver du travail, ce que les missionnaires religieux n'ont pas à faire, mais l'expérience en vaut la peine.

JPD - Puisque vous repartez bientôt pour la mission, Julie, je vous laisse le mot de la fin.

JB - J'ai bien hâte de me retrouver parmi eux; il y a beaucoup à apprendre de ces gens.

Jean-Paul Dubreuil

AVEZ-VOUS DÉJÀ RENCONTRÉ DES HONGROIS?

Les Hongrois sont extrêmement hospitaliers, adorent recevoir et renseigner les touristes, leur donner de bonnes adresses où l'on peut bien manger à des coûts abordables, où les mets gastronomiques sont les plus fins, où changer l'argent, faire des courses, s'amuser, etc. D'autre part, les Hongrois sont à vrai dire tout à fait différents lorsqu'ils sont seuls, ils sont tout autre lorsqu'ils sont deux ou en société, et ils se comportent aussi différemment si vous les rencontrez chez eux et à l'extérieur. Mais leur hospitalité est débordante, et dans aucun autre pays du monde se présentent tant d'autochtones allant au devant des touristes égarés pour leur venir en aide.

UN PETIT PAYS

Étendue sur un territoire de 93 000 km² la Hongrie est un petit pays. En 4 à 5 heures, on peut la parcourir du nord au sud, et d'est en ouest en 6 à 7 heures (à condition que la circulation soit bonne, ce qui devient de plus en plus rare). Budapest, la capitale, se trouve à 25 minutes de vol de toute frontière. Cette ville compte près de 2,1 millions d'habitants. Le fameux Danube, un fleuve dont le cours traverse sept pays d'Europe, visite Budapest dont le mot est composé de *Buda* (synonyme de collines) et *Pest* (signifie "plaines"). Jusqu'au siècle dernier, le territoire actuel de Budapest était composé de plusieurs villes et villages tout à fait indépendants les uns des autres.

1 100 ANS D'HISTOIRE



Sur cette carte, la Hongrie est identifiée par la région colorée.

Il s'est passé beaucoup de choses dans le Bassin des Carpates durant 1 100 ans. Il y a beaucoup à découvrir en remontant dans le temps, et même dans la période antécédente aux premiers occupants magyars de ce territoire.

C'est dans cette région que l'on a trouvé les gisements d'un des plus anciens hommes préhistoriques connus en Europe. Les peuples qui séjournèrent successivement dans le Bassin des Carpates y laissèrent de nombreux vestiges, qu'il s'agisse des Avars ou des populations assujetties à l'Empire Romain qui s'étendait alors jusqu'aux bords du Danube, c'est-à-dire jusqu'à la ligne médiane de la Hongrie actuelle. Ce n'est que quelques siècles plus tard que commence l'Histoire des

Hongrois qui, tout au long de son cours, nous a laissé de nombreux souvenirs architecturaux dignes d'intérêt, témoignages de pierre incarnant les différents styles artistiques: roman, gothique, Renaissance, baroque, classique...

On peut revivre et remonter le fil de l'histoire passionnante de peuple hongrois à travers ses innombrables monuments aux traits caractéristiques et ses fascinants musées qui retracent, tout d'abord au Moyen-âge, le Royaume de Hongrie indépendant, plus tard la domination ottomane, puis ensuite l'Etat hongrois en plein essor se libérant du joug autrichien pour devenir une monarchie dualiste.

En fait, il y a plus de 750 ans, des infiltrations-excursions brèves mais ravageuses des Tatares touchaient le pays. Puis, il y a plus de 150 ans, un séjour de longue durée des Turcs. Et il y a 550 ans, et ce, jusqu'à la Première Guerre mondiale, la "cohabitation", autrichienne vécue sous toutes ses formes. Enfin, il y a eu la "visite" soviétique qui perdura durant plus de quatre décennies et qui vient tout juste de se terminer.



Photo (source): Peter Kleijka

L'histoire de la Hongrie: les nombreux monuments du pays qui connut un passé complexe en témoignent.

COUTUMES

Une partie considérable des coutumes populaires hongroises se rattache aux diverses dates du calendrier.

En Hongrie, comme dans beaucoup d'autres pays, les attributs du Carnaval sont le déguisement et le masque. La manifestation la plus spectaculaire est sans doute la procession des "Buso" des Slaves du sud vivant à Mohács. Selon la légende qui s'y rattache, c'est vêtu de masques qu'on chasse l'hiver. Le printemps est marqué par les fêtes de Pâques, les réjouissances de mai et de la Pentecôte. Les deux coutumes les plus populaires de Pâques, qui sont encore en usage de nos jours, sont la peinture des oeufs et l'arrosage des jeunes filles (à la fois fécondation symbolique et purification rituelle): autrefois, l'on aspergeait les

jeunes filles avec de l'eau tirée du puits avec un sceau. De nos jours, c'est plutôt avec de l'eau de Cologne. La préparation de l'arbre de mai est l'affaire des jeunes garçons; les arbres décorés de rubans multicolores sont érigés dans la cour des jeunes filles qui se marieront au cours de l'année.

Parmi les coutumes populaires ancestrales, mentionnons en premier lieu les fêtes de la moisson et des bergers, ainsi que les divertissements liés aux vendanges qui mettent fin aux travaux des champs.

Le sens des coutumes folkloriques change avec le temps. De nos jours, la magie et les superstitions laissent place, dans les coutumes en Hongrie, à des fêtes et des jeux.

Peter Kleijka

LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LE MONDE

Le Bureau international du travail de l'ONU (BIT) estime que 80 millions d'enfants sont forcés de travailler à travers le monde. Selon le sociologue Michel Bonnet, ce chiffre serait très au-dessous de la réalité; il estime que 200 millions est un chiffre beaucoup plus réaliste.

Le BIT mentionne que les trois quarts de la main-d'oeuvre enfantine travaillent dans le cadre d'une entreprise familiale: boutique, exploitation agricole, industrie légère. Il n'y a pas si longtemps, la même situation se retrouvait ici-même, au Québec, dans les fermes et les petits commerces. La tradition voulait que l'entreprise familiale utilise toute la main-d'oeuvre disponible. C'était une fierté pour chaque enfant d'apporter sa contribution personnelle au bien-être de la famille, sans pour autant recevoir immédiatement un salaire individuel en argent.

Dans plusieurs pays, le travail familial fait toujours partie du mode de vie. Il peut même s'avérer éducatif pour les enfants qui apprennent ainsi à prendre des responsabilités et à participer activement à la vie commu-

nautaire. Si l'enfant est respecté et que le travail ne nuit ni à son développement, ni à sa scolarité, il n'y a pas de mal. Mais si les enfants sont traités comme des esclaves, il faut réagir.

BANNIR L'ESCLAVAGE

Le BIT nous apprend aussi que 20 millions des enfants au travail le sont sous une forme quelconque d'esclavage. Il y a 20 millions de petits êtres humains, entre 5 et 14 ans, qui sont soumis à des travaux astreignants, 10 à 12 heures par jour. Ces petits sont souvent vendus pour payer les dettes des parents. Plusieurs d'entre eux n'atteindront même pas l'adolescence. Ils sont traités comme de la marchandise. Aucun d'eux n'aura la chance d'aller à l'école. S'ils survivent, leur âge adulte ne sera que la suite de l'escla-

vage de leur enfance. Leurs horizons ne seront pas plus vastes que les murs d'une usine insalubre.

Le gouvernement actuel du Canada a décidé de fermer les yeux sur l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine parce que ça rapporte des milliards. M. Chrétien, le premier ministre du Canada, nous fait valser les milliards de dollars devant yeux, comme s'il espérait

que la grosseur des chiffres puisse faire taire nos consciences.

QUEST-CE QU'ON PEUT FAIRE?

Il n'y a pas de réponse facile à cette question. Nos moyens pour une action immédiate ne sont pas évidents. Cependant, on peut en parler entre nous et essayer d'identifier les pays exploités de main-d'oeuvre enfantine afin de les boycotter. Si personne n'achète les produits de l'esclavage, les exploités finiront bien par disparaître.

Jean-Paul Dubreuil

Recherchons personnes

fiables et disponibles 1fs/ms
transport-accompagnement
de personnes âgées pour
épicerie, banque, etc.



Le Réseau D'ami(e)s
(819)562-2494

Recherchons personnes

fiables et disponibles 1fs/ms
transport-accompagnement
de personnes âgées pour
épicerie, banque, etc.



Le Réseau D'ami(e)s
(819)562-2494



Syndicat de l'enseignement de l'Estrie

2610 ouest, rue Galt, Sherbrooke, (Québec) J1K 2X2

Tél.: (819) 563-5121 Télécopieur: (819) 563-6909

BUSH RADIO: CONFÉRER DU POUVOIR À L'AUDITEUR

En Afrique du Sud, les programmes de la radio d'État sont depuis longtemps accessibles à une grande majorité de gens, même parmi les pauvres et les gens sans terre. Mais comme Bush Radio le soulignait à Développement et Paix, "Pour que le processus de démocratisation puisse survivre et finalement triompher en Afrique du Sud, il est vital que la radio soit, pour le moins en partie, dérobée du contrôle de 'l'élite' et rendue accessible à la participation du peuple."

La semaine avant la déclaration de la libération de Mandela, tout l'équipement de Bush Radio fut saisi et ne fut rendu qu'après une intervention ministérielle du Canada. Un an après les élections démocratiques, Bush Radio se vit attribuer une licence pour une station de radio communautaire dans la région ouest du Cap, pour 12 heures sur 24. Enfin, le 8 août 1995, ils étaient en lien radiophonique avec leurs communautés.

DÉVELOPPEMENT ET PAIX S'ENGAGE AVEC LA BASE

Développement et Paix devint partenaire des pionniers de Bush Radio en 1990, bien avant que le droit d'opérer leur soit donné en Afrique du Sud. Dans leur critique du régime oppressif de l'apartheid, ils devaient pratiquer une grande retenue, s'ils voulaient survivre. Mais comme opprimés, ayant toutefois conscience d'avoir une culture riche et un potentiel communautaire unique, ils avaient la vision d'une société démocratique au niveau de la communication. Ils savaient que c'était un idéal qui demandait de bâtir des liens avec la société civile et les mouvements populaires, et de développer une compétence technique, pour pouvoir saisir l'opportunité de radiodiffuser dès qu'elle se présenterait, légalement ou non. La voix alternative de Bush Radio commença dans la section ouest de la ville Cape Town où se regroupent depuis longtemps des quartiers de personnes d'origine africaine, malysienne, indienne et mixte. Des groupes de volontaires enregistrèrent sur des cassettes ce que leur communauté vivait, leur point de vue, leur façon de survivre et de rêver, les comités et les associations qui y prenaient naissance; c'était une façon de briser le silence, de garder vivante la communication. Les cassettes circulaient d'une maison à l'autre, d'une organisation à l'autre, en attendant le jour où elles pourraient être reprises sur la radio communautaire lorsqu'un change-

ment politique leur donnerait un espace pour relater leur histoire.

Au fur et à mesure, ils se mirent à rassembler des volontaires, à se donner de la formation, à travailler les techniques d'interview et d'enregistrement avec les organismes communautaires et avec le peuple qu'ils rencontraient sur les places publiques ou chez eux. Malgré les conditions difficiles, dues à la surveillance des autorités, les volontaires continuèrent à étudier les concepts de communication et de radio participative. En 1991, ils écrivaient à Développement et Paix: "Il nous semble que la communication est vitale pour que prenne racine toute initiative de développement. Si une communauté veut contrôler son développement et participer aux prises de décisions qui affectent sa vie, elle doit prendre une part active dans les moyens de communications. Bush Radio se veut donc être une radio communautaire, une radio participative."

LA RADIO COMMUNAUTAIRE: UN FORUM D'EXPRESSION

La radio communautaire assure la mission moderne de la place centrale d'un village: c'est-à-dire un forum où s'expriment et s'entremêlent les besoins, les aspirations, les préoccupations et les richesses d'une communauté. Parmi les auditeurs de la "Radio de Brousse" ou Bush Radio, on compte des illettrés comme des gens instruits, des ruraux comme des citadins, des sans-emploi comme des travailleurs. On leur fait connaître les musiciens et groupes culturels locaux, on valorise les sports des femmes et des jeunes, et on met les événements locaux dans les nouvelles au même titre que les événements nationaux. C'est comme si les gens se parlaient via leur radio sur des questions civiques, de santé, d'éducation, d'agriculture, de transport, n'oubliant pas la musique et la poésie.

La communauté auditive, soit en tant qu'individus, fa-

milles ou associations communautaires, est invitée à devenir l'analyste de sa société et la communicatrice du vécu de son peuple: ses richesses, ses visions, ses questionnements, ses souffrances et ses besoins. Ainsi, graduellement, une interaction formative prend place entre les auditeurs et les programmeurs radiophoniques. On compte sur le point de vue de l'auditeur pour décider du contenu du programme, que ce soit par exemple une loi qui affecte l'accès aux loisirs et à la culture, ou les conditions d'emploi imposées par les petites entreprises locales ou les compagnies monopolisatrices. Donc, Bush Radio confère du pouvoir à ses auditeurs et les engage tout aussi bien aux niveaux de l'information, de la conscientisation que de la détente.

L'ÈRE POST- APARTHEID

Dans la présente ère post-apartheid, Bush Radio se trouve à opérer parallèlement à des stations de radio qui fonctionnent depuis longtemps, avec tout le support gestionnaire et technique nécessaire. Afin de faire face au défi de ces hauts standards radiophoniques, le CA a décidé de former un "Comité de sélection de programmes", composé d'une forte proportion d'experts en production radiophonique afin que le jeune producteur en chef, jadis un volontaire, soit bien appuyé dans sa tâche.

Dans leur dernière correspondance avec Développement et Paix, Bush Radio tenait à nous souligner que le CA était déterminé à ce qu'en 1996, les communautés, très variées et souvent très peu privilégiées du Cap Ouest, continuent à se retrouver dans la programmation et les émissions radiophoniques comme au temps où les émissions étaient transmises sur transmetteurs à ondes courtes, à partir d'un studio mobile, tout au cœur de l'apartheid.

Suzanne Oliff, membre de Développement et Paix (Sherbrooke) et du Comité programme et Développement D&P (Montréal).

DE PAR LE VASTE MONDE...

Chronique "critique" des événements à travers les continents

RÉINSERTION SOCIALE

Les daltons sont heureux: après avoir réintroduit le port obligatoire des chaînes pour les prisonniers, l'Alabama songe sérieusement à faire casser du caillou aux détenus.

DÉMOCRATIE

Pinochet, l'éminent démocrate chilien, réclame un référendum portant sur l'amnistie de ses potes tortionnaires. Qu'en disent les sondages?

VATICAN

Proletaires du Vatican, unissez-vous! Le Pape oblige les 2 000 laïques travaillant au Vatican à signer une "Déclaration de devoir moral" interdisant le concubinage, le divorce, l'adultère, etc., sous peine de mise à pied. La débâche, quoi!

BOMBES CIVILES

De 1963 à 1988, les ingénieurs ingénieurs soviétiques ont fait "péter" 116 bombes nucléaires pour creuser des puits ou des digues.

PETITS PROFITS

En 1992, 158 transactions illégales de matières nucléaires d'origine civile ont été interceptées

par la police allemande, 100 p la police polonaise. D'après vous, quel est leur taux de succès: 5%? 10%?

CHARIA

Une députée britannique déclare "Le spectacle des criminels fouettés en direct à la télévision aurait un impact énorme sur les crapules qui hantent les rues."

ESCLAVAGE

Le Mississippi a en 1995 promulgué l'abolition de l'esclavage. Les USA sont en marche vers le progrès...

USA

La 33ième personne exécutée aux États-Unis a bien fait chier ses matons. Quelques instants avant son exécution, le pauvre type mort de peur, ingurgite une dose mortelle de calmants. Horrifiés, les matons le traînent alors d'urgence à la clinique pour lui faire un lavement. Sauvé à l'extrême, le type est exécuté peu après, par les bourreaux.

Yves Couturier

Source: Charlie Hebdo et Le Canard enchaîné



**DÉVELOPPEMENT
ET PAIX**

Conseil diocésain de
Développement et Paix
187, rue Laurier, local 217
Sherbrooke (QC) J1H 4Z4
Tél.: (819) 822-3178

POUR QUE LE MONDE TOURNE PLUS JUSTE!

Dans le cadre de la campagne carême partage 1996, Développement et Paix vous invitent à participer à **DEUX REPAS-PARTAGE**.

mercredi, le 13 mars

THÈME:
Le Brésil
INVITÉ:
Monsieur Claudio Araujo
Nascimento
HEURE:
17H À 19H
ENDROIT:
Salle paroissiale
Immaculée-conception,
1085, Boul. Alexandre,
Sherbrooke.

mercredi, le 20 mars

THÈME:
La République
Dominicaine
INVITÉ:
Monsieur Éric Caldwell
HEURES:
17H À 19H
ENDROIT:
Salle paroissiale Saint-
Jean Baptiste, 280, rue
Conseil, Sherbrooke.

Encore des coupures aux programmes sociaux LES GOUVERNEMENTS N'ONT PAS DE COEUR!

Les gouvernements fédéral et provincial poursuivent leur politique de désengagement face aux programmes sociaux en coupant dans l'assurance chômage et l'aide sociale. C'est la chasse aux réductions de déficits à tout prix. Au lieu de choisir de réduire les déficits par des mesures de création d'emplois et l'abolition des abris fiscaux, les gouvernements imposent des coupures aux programmes sociaux qui apportent un soutien aux personnes les plus touchées par la précarité et le manque d'emploi. Il existe des alternatives à cette panique générale de coupures; ne serait-ce que faire des choix de société différents!

Pourquoi les gouvernements, les gens d'affaire, le Fond Monétaire International (FMI) et nos créanciers se sentent-ils si concernés par nos déficits? La perte d'emplois et la réduction des dépenses profitent aux compagnies. En développant leurs compétitivités avec des pays du tiers monde, où les coûts de production sont moins élevés qu'ici, les compagnies peuvent compter sur une main-d'oeuvre flexible, sous payée, et non organisée. Elles le peuvent à cause de la précarité d'emploi et de la disparition du filet social. Ironiquement, ces multinationales continuent à investir ailleurs au profit de quelques riches, sur le dos de la majorité.

La diminution des déficits par la réduction des dépenses des gouvernements (imposés implicitement par le FMI), ont pour impact une baisse du niveau de vie, un plus grand faussé entre les riches et les pauvres et un désengagement des gouvernements face à la majorité des citoyen-ne-s.

Vu que les gouvernements se sont soumis aux demandes du Patronat, il n'est pas surprenant de voir les derniers changements à l'assurance chômage et à l'aide sociale. Ces coupures sont faites sans prendre en considération les coûts de la pau-

vreté et de l'exclusion dans notre société.

Changements à l'assurance chômage

Dorénavant, l'assurance chômage se nommera assurance emploi, ce qui démarque un changement d'attitude face aux sans-emploi. Le gouvernement, avec cette réforme, élimine la notion d'assurance contre le manque de travail. Sans se questionner sur le pourquoi du chômage et sans développer une politique de création d'emplois, le gouvernement coupe les prestations et réduit l'admissibilité au programme.

Ironiquement, le gouvernement fédéral ne contribue même plus à la caisse de l'assurance chômage. Les fonds viennent uniquement des cotisations des employeur-e-s et employé-e-s. Il y a même un surplus. Le gouvernement coupe tout de même et détourne l'argent destinés aux sans-emplois, afin de réduire le déficit. (Voir tableau ci-dessous).

Coupures à l'aide sociale

Quant à l'aide sociale, le gouvernement du Québec vient de couper 180 millions \$. Le résultat est moins d'argent pour les personnes sur l'aide sociale qui vivent déjà en dessous du

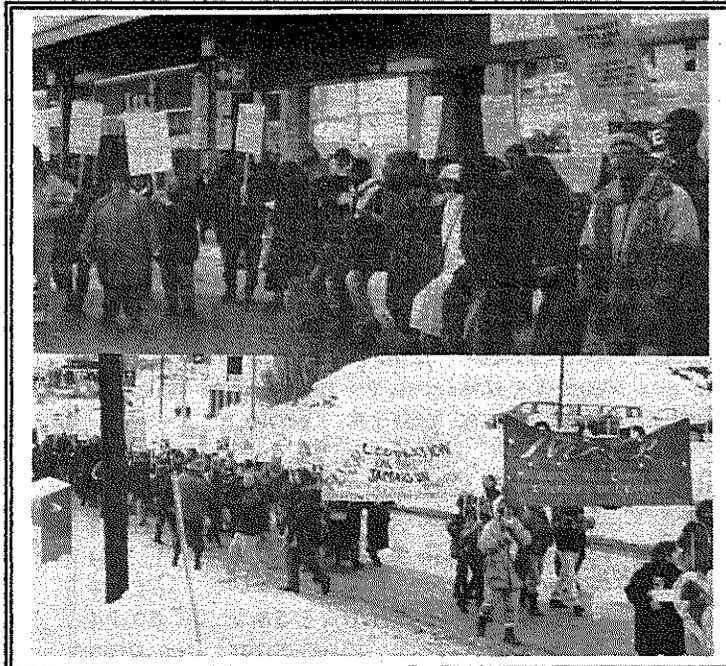
seuil de pauvreté. Le Parti Québécois qui, lorsqu'il était l'opposition officielle, était contre les coupures aux bénéficiaires partageant un appartement, n'a encore rien fait pour rectifier la situation.

Le gouvernement continue d'investir dans des programmes d'employabilité qui ne débouchent que rarement sur un emploi durable, mais qui procurent aux employeurs une main-d'oeuvre à bon marché. Que va-t-il faire au niveau de la formation et la création d'emplois pour les personnes qui n'ont plus d'espoir de se trouver un emploi? Il importe que le gouvernement trouve d'autres moyens d'intégrer ces personnes sur le marché du travail sans toutefois les pénaliser pour combler le trou budgétaire. (Voir tableau ci-dessous).

Un projet de société

Solidarité Populaire Estrie (SPE), une coalition de groupes syndicaux, communautaires, religieux et étudiants s'opposent à tout désengagement de l'État par rapport aux programmes sociaux. Nous ne nions pas qu'il y a un problème de déficit, mais nous sommes en désaccord sur les causes et les solutions.

Voici quelques exemples pour réduire les dépenses et



Photos de Maryse Dumont

A l'appel de Solidarité Populaire Estrie (S.P.E.), plus de 110 personnes manifestaient le 13 décembre dernier et plus de 280 le 14 février et ce, contre l'ensemble des réformes dans les programmes sociaux, particulièrement sur la question de l'assurance-chômage.

augmenter les revenus des gouvernements : la fin des échappatoires fiscales pour les sociétés et les individus; la création d'un impôt minimum sur les profits des sociétés; une politique visant le plein emploi; l'imposition de l'argent partant pour des paradis fiscaux; la fin des subventions aux sociétés. Il est temps d'amorcer un débat sur le type de société que nous voulons et de ne pas se le laisser définir par des intérêts financiers. Est-il normal d'accepter un plus grand écart entre riches et pauvres? Comment pourrions-nous créer des emplois durables et bien rémunérés? Comment garantir des soins de santé et des services sociaux gratuits et universels? Est-ce possible d'avoir une fiscalité juste et équitable?

regroupement provincial plus large, Solidarité Populaire Québec, qui a bâti la Charte d'un Québec populaire. C'est le projet du Québec que nous voulons bâtir basé sur des valeurs de justice, d'égalité et de démocratie avec le principe d'un meilleur partage des richesses. Les gouvernements font des choix politiques en s'alliant avec les gens d'affaires qui ont comme seules préoccupations la rentabilité et les profits. Nous dénonçons la politique de désengagement de l'État et demandons le retrait des lois C-111, sur l'assurance chômage, et 115, sur l'aide sociale. Nous réclamons une société plus juste pour l'ensemble des citoyens et citoyennes.

Alexa Conradi et
Normand Gilbert

SPE fait parti d'un

Solidarité Populaire Estrie

Loi 115 - Changements à l'aide sociale

Réduction des prestations:

- Coupure de 50\$ chez les personnes en attente d'un programme d'employabilité.
- Coupure de 30\$ pour les participant-e-s aux programmes d'employabilité.

Pénalité:

- Sanction pour refus ou abandon d'emploi passe de 100\$ à 150\$.
- Réduction du montant d'argent permis dans un compte de banque lors d'une demande de l'aide sociale sans que l'admissibilité ou la prestation soit affectées. Maintenant, elle a droit à un montant équivalent à la prestation d'un mois. Les demandeurs vont dorénavant devoir dépenser presque tout l'argent qui aurait pu servir à payer les frais inhérents à la recherche d'emploi (frais de transport, vêtements, frais de poste).

Le gain:

- Application des normes minimales de travail pour les personnes qui travail sur un programme d'employabilité - reconnaissance du statut de travailleur/euse.

Assurance chômage	Loi actuelle	Avec la réforme
Nombre de semaines et d'heures de travail selon le taux régional de chômage	12 à 20 semaines d'au moins 15 heures	De 12 à 20 semaines de travail, totalisant un minimum de 420 à 720 heures
Nombre de semaines et d'heures de travail pour les personnes demandant des prestations d'assurance chômage pour la première fois	20 semaines de 15 heures ou + soit un minimum de 300 heures	Minimum de 910 heures requises et minimum de 26 semaines requises
Taux de prestations pour les personnes qui auront retiré plus de 20 semaines de prestations dans les 5 dernières années	55 % de la moyenne du salaire des 12 à 20 dernières semaines travaillées	54 à 50 % de la moyenne du salaire gagné au cours des 20 dernières semaines travaillées ou pas
Durée maximale des prestations	50 semaines	45 semaines

MÉDIAS

INFO QUOI?

Grâce au virage technologique pris sur les chapeaux de roues - il faut le dire - par notre système d'éducation, nous entrons instantanément, bon gré mal gré, dans la *société du savoir*. Et le *savoir/information* va obtenir ses titres de noblesse en prenant le passage obligé de la grande porte, celle de l'école.

Mais il faudra peut-être s'entendre sur les notions des mots *information* et *savoir*, qui sont employés tous azimuts dans ce qui se dit, s'écrit et s'édite sur les *NTI (nouvelles technologies d'information)*. On les substitue l'une pour l'autre, on les associe ou on en fait un concept global (genre "infosavoir") des plus confus, surtout lorsqu'on l'utilise dans le domaine de l'éducation.

L'école se branche...

Si l'on en croit l'entente signée entre la société GRICS (Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires) et Bell Canada, toutes les écoles de la province pourraient, dès ce printemps, être branchées sur l'inforoute et avoir accès entre autres au réseau Internet.

Vite dit tout ça, mais à l'heure des coupures et des compressions, toutes les écoles ne trouveront peut-être pas les budgets nécessaires à l'achat d'ordinateurs et autres équipements didactiques. À l'horizon se profilent déjà les disparités entre les écoles riches et les écoles provenant de quartiers défavorisés, entre les écoles de ville et celles des régions. Le savoir accessible à tous?..... Pas sûr!

Il est aussi à craindre que ne soit faite la promotion du partenariat entre le monde des affaires et celui de l'éducation. À ce sujet, le précédent créé par la compagnie Lumac pourrait bien se répéter. Celle-ci, en 1991, proposait au ministère de l'Éducation l'implantation d'un réseau de télévision en circuit fermé dans les écoles secondaires du Québec, qui incluait 2 minutes de publicité commerciale à l'intérieur d'émissions d'information quotidiennes d'une durée de 12 minutes.

Le processus d'informatisation de notre société étant irréversible, il est clair maintenant que les NIT doivent être enseignés et utilisés le plus tôt possible dans le système d'éducation. Cependant, l'utilisation éducative de ces nouvelles technologies doit être déterminée par des objectifs didactiques et pédagogiques clairement définis.

Armand Rosso
CPDE

(Centre populaire de documentation de l'Estrie)

Le Centre Populaire de Documentation

... Pour en savoir davantage

- ... Sur les médias
- ... La publicité
- ... L'intervention communautaire

Nous offrons des activités de groupes, pour nous aider à mieux comprendre la réalité médiatique qui nous entoure.

Revue, journaux, livres, revues de presse...

187, rue Laurier, local 316

821-2270

INFOPUBLICITÉ: LES AFFREUX "JoJo" SE MULTIPLIENT

Tant qu'elle se contentait des pages de petits hebdomadaires comme *Allo Police*, l'astrologue Jojo (Jocelyne) Savard, avec sa coiffure de Barbie et ses robes carnavalesques, faisait sourire.

Aujourd'hui, elle en fait frémir plus d'un. Depuis quelle a misé en 1994 sur l'impact des infopublicités (diffusées la nuit), Jojo a vu son chiffre d'affaire bondir au-delà de toutes les prévisions imaginables.

Aujourd'hui, près de deux millions de Canadiens la consultent à 4,99 \$ la minute! Les gens consultent en fait des "voyants" qui se sont généralement découverts un don au cours de leur très brève "formation" avec Jojo. Cette formation semble inclure avant tout une série de formulation équivoques mais positives où les prédictions prennent des airs de lieux communs. Des propos inoffensifs et creux comme les clichés savent généralement l'être. Mais qui peut être assez désespéré pour appeler Jojo Savard? Hélas, beaucoup de monde, semble-t-il.

Bob Garfield, un columnist de Washington spécialisé en publicité, soulignait qu'on en était



arrivé à vendre un produit ultime : une pseudo-sollicitude à 5 \$ la minute pour combler la solitude des gens. "Depuis la diffusion des infopublicité, le nombre de consultations a augmenté de 60 pour cent. Jojo a un très fort facteur de rappel. On la voit une fois et on s'en souvient", expliquait aussi René Bouffard, du cabinet de relations publiques Continental PIR, au magazine *Info Presse*. Toujours aussi colorée, Jojo ne démord toutefois pas de ses prétentions de clairvoyance allant même jusqu'à affirmer que le travail des "voyants" est facilité par le téléphone (pas d'inférences visuelles)! Jojo est devenue une personnalité médiatique si incontournable que le *Bye Bye 95* s'est senti obligé de la consacrer. L'affaire pourrait rester relativement drôle si les victimes n'étaient pas encore une fois les plus démunis. Des gens pour qui un appel ou

deux à Jojo chaque semaine enlève des victuailles du panier d'épicerie.

L'autre aspect tragique reste l'effet d'entraînement qu'a provoqué le succès du concept de l'infopublicité chez les promoteurs d'esotérisme. Les astrologues se multiplient maintenant dans les publicités télévisées. Certains coupent même les prix à 2,99 \$ la minute. Une guerre de paix chez les astrologues, était-ce écrit dans les astres?

En dépit des évidences et du simple bon sens, un récent sondage indique que sept Canadiens sur dix estiment que l'astrologie a des fondements scientifiques. La réalité est qu'il est impossible que nous soyons influencés par quelques planètes alors qu'il y a des millions de systèmes solaires. Les "fondements" de l'astrologie reposent d'ailleurs sur une conception de l'Univers aujourd'hui complètement dépassée.

Chose sûre, si l'astrologie n'a rien de scientifique, les méthodes de marketing pour la vendre, elles, le deviennent.

Texte tiré de: *Le Septième express*
(Agence Science-Presses).
Février 1996, vol. 1, no 1.

LES OFFRES D'EMPLOI "MIRAGE"

Une belle offre d'emploi se présente sous les yeux "éblouis" d'un chômeur ou d'un assisté social. En fait, il s'agit d'un PDE (Programme de développement de l'emploi, un des programmes d'emploi qui tend à disparaître).

Tiens tiens, se dit-il, très intéressant... Il y lit alors la liste d'exigences qui défilent. Puis, graduellement et cruellement, il a l'impression que ses chances diminuent à chaque ligne. Il tente de s'encourager: "Soyons positifs, que diable! Il ne faut pas tout connaître puisqu'il

y a des heures de formation prévues pour l'emploi." Mais c'est une job de 20 semaines, ce n'est donc pas un emploi permanent, avec une convention collective en béton avec tout le tralala-la...

Il passe alors l'entrevue, mais avec les MEMES exigences qu'un emploi permanent. À la fin de l'entrevue, on lui demande s'il a une voiture... "Quoi? ce n'était pas indiqué sur la liste d'exigences!", s'exclame-t-il. Lorsqu'on est rendu à un PDE, c'est parce que l'argent ne nous sort pas des oreilles!

Tout ça pour vous dire que, mais oui, j'ai peut-être perdu des emplois parce qu'on exigeait, souvent sans même l'indiquer au départ dans l'offre d'emploi temporaire affichée, une voiture. "Soyons positifs, que diable!" Comme dirait mon agente d'aide sociale, il ne faut pas se servir de prétexte du fait que je n'ai pas de voiture, pour ne pas appliquer dans toutes les villes ou villages, voyons! Bon, d'accord... Mais le problème, c'est que je préfère manger... que de m'acheter une voiture... ou une passe d'autobus!

Anonyme

UNKNOWN TERRITORY: LE ROCK PROGRESSIF EN TERRITOIRE INCONNU

Graduellement, des sons angoissants de loups se font entendre, de plus en plus fort, puis ceux des chiens, toujours sous des notes de guitares revendicatrices. Tout à coup, la chanson démarre: "It was a cold and lonely night, The leaves traveling with the wind, walking down a dark road, a funny feeling but don't look" (C'était une soirée froide et solitaire, les feuilles voyageaient avec le vent, marchant sur une route sombre, drôle de sentiment, mais ne regarde pas). C'est le début de la chanson "Trick or What?".

C'est lors d'une soirée d'été en 1984, près d'un feu de camp, chez des amis, que Jean-Guy Charland (vocal) et Alain Couture (guitariste-compositeur) se rencontreront pour la première fois, en jouant de la guitare acoustique. Leur attrait commun pour la musique les amènera à se revoir pour pratiquer ensemble. La composition de matériel original et le progressif les attirent. Au fil des ans, ils raffineront leur musique. Sandra Brassard, qui a une formation classique et qui joue du piano, apportera une nouvelle dimension à leur sonorité. Puis, Daniel Rousseau, qui possède en plus une formation classique sur orgue, sera le bassman. À l'automne 87, Ghyslain Robidas deviendra le batteur du groupe. La formation est complète. Répétitions après répétitions, compositions après compositions, leur musique progresse. Ils réaliseront leurs premiers enregistrements dans un petit studio qu'ils auront "fabriqué" eux-mêmes.

DES EFFETS THÉÂTRAUX

Ils composent 21 pièces. Puis, ils commencent à se produire en public. Le spectacle, agrémenté de costumes, d'accessoires et d'effets spéciaux, connaît un grand succès en Estrie. Par la suite, ils se rendent au studio 270 à Outremont pour se faire un démo qui contient trois pièces qu'ils enverront un peu partout au Québec et en Ontario. Entre-temps, Sandra Brassard devra quitter le groupe pour poursuivre ses études au Cégep. Nous sommes en décembre 1990.

Après une brève période d'arrêt, au printemps 93, Alain annonce au groupe qu'il y a un concours auquel ils peuvent participer. Le groupe Unknown, (appelé ainsi à l'époque), remporte les honneurs de l'édition du *Concertum 1993*. Le groupe s'appellera à l'avenir Unknown Territory.

Unknown Territory, plus

énergique que jamais, crée de nouvelles chansons, et retravaille les moins récentes. Au printemps 95, le groupe entre en studio. En juin, il s'inscrit à un concours *Découverte 95* et il remporte la deuxième position en finale et produira son premier disque compact qui regroupe dix pièces.

SOFT ROCK, ROCK ET ROCK PROGRESSIF

Il est tout à fait remarquable, pour un premier album, de sentir autant d'assurance, d'atmosphère et d'originalité à travers leur musique, qui tend vers le rock progressif et le soft rock.

Sous un beat dynamique, la pièce *Freedom* débute admirablement bien l'album. *Trick or What?*, mentionnée au début, dégage du mystère, un sentiment d'attente et une lugubrité théâtrale, presque amusante. La chanson *Business* reflète la société de consommation dans laquelle on vit, et les enjeux que cela engendre chez les moins fortunés (une bonne partie de la population, le "vrai monde").



Photo: Maryse Dumont

Le groupe sherbrookois Unknown Territory. Dans l'ordre habituel: Ghyslain Robidas, multi-instrumentiste et chanteur, Jean-Guy Ferland, guitariste et compositeur, Daniel Rousseau, basse, Claude Comier, percussions, Alain Couture, guitariste et compositeur, et Bertrand Des Roberts, claviers.

Le rythme, énergique et bien dosé, appuyé les paroles qui racontent les misères sociales dues à l'argent qui gouverne le monde. Quant à la chanson *Day by Day*, cette fois, le beat est soft, et les paroles évoquent la persévérance face au quotidien. La pièce *Remember*, sous un ton qui rappelle à peine celui de REM, retrace un passé d'enfance où les bons moments nous donnent la force d'aller plus loin.

DU ROCK POSITIF

Justement, ce qu'on sent tout au long de cet album, c'est constamment une note positive présente dans toutes les pièces, qu'elles parlent de bonheur, de malheur ou de problématiques sociales touchant notre quotidien. Et lorsqu'on rencontre Unknown Territory, l'on découvre des êtres tout à fait sympathiques, énergiques dont la pas-

sion commune de la musique les mènera loin.

Le lancement de leur premier album s'est déroulé au Bar le Magog, situé sur la rue Dufferin, à Sherbrooke, le 22 février dernier. Suivait un show dont toutes les personnes présentes et le groupe lui-même se souviendront longtemps. Ce fut un grand succès.

Unknown Territory: un mélange curieux de soft délicat et de rock audacieux. Il ne reste plus qu'à espérer que le public aura la chance de les entendre longtemps. Nul doute qu'avec une attitude aussi positive et joyeuse, ce groupe, qui possède un style musical bien à lui, atteindra les "sommets" à la hauteur de son talent.

Maryse Dumont

DANIEL VICTOR PEINT LE MIROIR DE L'ÂME

Les peintres de la Renaissance l'inspirent. Il ne fait que du nu. Il s'intéresse aussi aux thèmes des itinérants (voir l'oeuvre *Le banquet des anges* ci-contre). Le caractère à la fois sombre, où, dit-il, la lumière, diffuse ou directionnelle, si faible soit-elle, parle, modèle les personnages. "J'aime l'effet dramatique de la lumière sur le corps dans une ambiance sombre, cela donne un effet de trois dimensions.

Ses oeuvres ont déjà traversé la frontière: San Francisco, Nouvelle-Angleterre. Au Québec, on en retrouve à Montréal, bien sûr, mais aussi à Sherbrooke, sa ville natale. Daniel Victor a étudié le graphisme avant de s'adonner au air-brush. Il fait maintenant de la peinture à l'huile, de type mural, il

"Le banquet des anges". Daniel Victor. (air brush).



préfère les grandes dimensions. Il dessine aussi des caricatures et participe même à des événements de body painting.

Le côté vaporeux, ombragé et dramatique de ses oeuvres évoque la tristesse, le mystère, la sensualité. Il rend les corps expressifs par cette ambiance, de la façon dont il les peint. Mais les visages se font discrets, presque cachés, moins expressifs.

Daniel Victor, par ses oeuvres picturales, dans un décor surréaliste, fuit l'évidence, recherche la subtilité dans les sentiments de ses personnages.

Maryse Dumont

Équipement de bureau
QWERT ltée
985, rue Galt ouest,
Sherbrooke
562-5079

SERVICE
(RÉPARATION TOUTES MARQUES)
VENTE
LOCATION

SMITH
CORONA

ARMAND VAILLANCOURT: "LA CULTURE DEVRAIT ÊTRE L'ORGUEIL D'UNE NATION."

"Je crois que dans notre société, l'art est une avenue capitale. Ce qui nous reste des civilisations antérieures, de leur histoire, ce sont des traces de leurs arts. À notre tour, il ne restera de nous que des vestiges de notre architecture, de notre science, de notre technologie, de notre art (...)" Armand Vaillancourt, militant de l'art, de la vie, de la justice sociale, écrivait ces mots le 22 mai 1990. Le vrai art, pour lui, fuit toute forme de vedettariat et s'oriente vers le service de la collectivité, qui dénonce les injustices.

Il a produit au moins, plus de 3 000 sculptures et plus de 2 000 oeuvres picturales. Par travail et lutte acharnée, pour tendre vers une justice qui impliquerait la répartition des richesses.

Armand Vaillancourt, un homme de coeur, a réalisé tant de projets artistiques et sociaux jusqu'à maintenant, qu'il est difficile de résumer l'ensemble de ses réalisations. Tentons tout de même de voir quelques oeuvres qui ont comme beaucoup d'autres suscité de nombreuses réactions.

CHEMINEMENT ARTISTIQUE

Armand Vaillancourt est né à Black Lake, dans les Cantons de l'Est, le 3 septembre 1929. Il est le 16e d'une famille de 17 enfants. En 1932, son père achète une ferme à Saint-Ferdinand d'Halifax. Armand y demeurera jusqu'à l'âge de vingt ans. Près de la rivière Bécancourt, il vécut une enfance heureuse. Cet héritage provenant de la vie sur une terre, le travail en plein air, avec des outils pour travailler le bois et la terre, ex-

plique son engouement pour les sculptures de grand format, et de son plaisir à travailler avec des outils appropriés. Après que son père ait vendu la ferme, il fait, en 1949 et 1950, ses études collégiales à l'Université d'Ottawa et de 1951 à 1955, il fréquente l'École des Beaux-Arts de Montréal.

Durant les années 50, ses outils seront donc ceux des travailleurs, des bûcherons, d'ouvriers. Il réalisera entre autres des oeuvres en bois, dont *L'arbre sur la rue Durocher* à Montréal (coin de quartier où l'on coupait des arbres). Pendant deux ans, il sculptera l'arbre en pleine rue. Il a aussi réalisé de nombreuses oeuvres abstraites en bois, aux grandes dimensions.

PLAZA EMBARCADERO

Vers 1959, le métal remplace le bois. Il produit d'autres oeuvres, plus revendicatrices, marginales, originales et innovatrices les unes que les autres. Puis, en 1971, il crée sa sculpture-fontaine qu'il intitule *Plaza Embarcadero* dont

la réalisation faisait un lien entre la vie du quartier et le bâtiment en fer et en verre situé tout près de l'autoroute. Il y inscrira, plus tard, "Québec Libre" lors de l'inauguration; des policiers réagiront face à ce graffiti... À ce sujet, Jane Rigby écrivait: "J'ai le sentiment que la fontaine elle-même est très bien réussie. Quel autre genre d'oeuvre ferait aussi bien parmi les hautes constructions, l'autoroute, les parcs de stationnement et les bassins de ce secteur de la ville? (...) Quand on oublie de se demander "Mais, qu'est-ce que c'est?", les formes abstraites et puissantes du ciment paraissent agréables. Ce n'est pas simplement une sculpture sédentaire. De la place, on peut voir l'eau qui coule de la sculpture jusqu'au bassin, les gens qui se promènent autour de la fontaine et qui gravissent ses escaliers et, au-dessus, les voitures qui déferlent sur l'autoroute." Sculpture monumentale, intègre, symbolique et solide... très solide puisqu'elle a jusqu'à maintenant résisté aux nombreux tremblements de terre.

Plus tard, en 1987, le groupe irlandais U2 y fera un spectacle et couronnera l'événement en grimant sur la géante sculpture pour y inscrire en graffitis "Stop de trafic. Rock and Roll". La mairesse de San Francisco fut très offensée... Les autorités de la ville ont vite fait disparaître cet "affreux" graffiti... Une semaine plus tard, Armand Vaillancourt se rend en Californie à Oakland pour assister à un concert de U2. Il appuie Bono dans sa démarche. "Les graffitis sont une "maladie" nécessaire." dira-t-il. Pendant ce spectacle, il montera sur scène pour inscrire, à la peinture, sur une dimension de 60 pieds: "Stop de



Armand Vaillancourt, artiste, militant

Photo (source): Armand Vaillancourt

ness" (Arrêtez les folies).

L'ART QUI DÉRANGE

Pendant le Carnaval de Soleil, en été 1989, sur la rue Crescent à Montréal, il construit une sculpture monumentale dédiée à tous ceux qui luttent, souffrent et meurent pour la liberté, et qui dénonce (sur l'extérieur d'un des cylindres) 32 entreprises de Montréal et la banlieue dont la quasi-totalité des revenus proviennent de la fabrication d'armement ou de pièces à usage militaire. Mais, comme dans bien d'autres situations auxquelles il a dû faire face, il devra, encore une fois, déménager sa pièce le plus tôt possible, avant le 21 juillet. Jacques Dumouchel, porte-parole de la Ville, dira que si on lui donne un autre délai, on permet à son oeuvre d'atteindre une certaine maturité, surtout que la majeure partie de ses oeuvres engendre une polémique sociale...

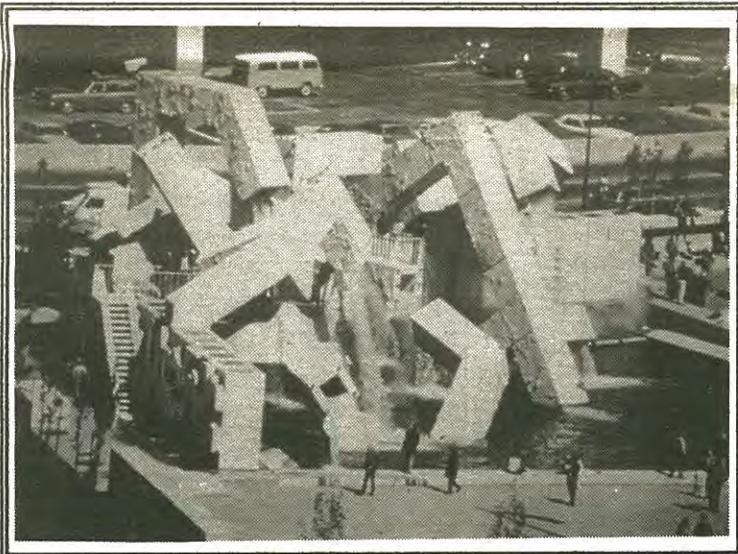
Société démocratique, nous dit-on?

Armand Vaillancourt est "mis à l'index" depuis 30 ans par la bourgeoisie. On a, dans certains contextes, détruit ses oeuvres (collectives parfois, puisque depuis quelques années, il visite quelques écoles primaires et secondaires, et qu'une d'entre elles a été détruite quelques temps après que les élèves et lui l'avaient réalisée, sans leur demander de permission...). En 71, pour des raisons politiques, on détruit son atelier-entre-

pôt à San Francisco. À Côteau-du-Lac (où il avait l'atelier-fonderie le mieux équipé au Canada), sous l'ordre des fonctionnaires gouvernementaux, l'on lui fait le même coup. Les artistes comme lui sont rares, mais cela fait peur pour la société... qui se dit démocratique. Une société démocratique dans une système capitaliste, n'est-ce pas un peu paradoxale, voire impossible?

Armand Vaillancourt, en tant que sculpteur, artiste peintre et militant, aura marqué son époque. Il choque la bourgeoisie, mais il appuie par ses oeuvres et ses actions revendicatrices ceux qu'il tient à coeur, à qui il s'identifie et qu'il protège: le vrai peuple, la maturité populaire. Forgé par les événements, il forge à son tour la matière. Sa jeunesse éternelle d'esprit et de coeur, sa préoccupation profonde pour l'environnement et les générations futures lui feront dire ces mots: "À la jeunesse désemparée, sème de notre printemps, je dis: "Nous vous laissez pas déraciner! Débarrassez-vous de toute béquille, pour être, devenir lucide. Vive la liberté, vive la tolérance, vive la démocratie à venir!"

Maryse Dumont



Plaza Embarcadero (Vaillancourt Fountain), 1971, San Francisco.

Photo (source): Armand Vaillancourt

S'abonner c'est se donner les moyens de mieux s'informer

Abonnement régulier . . . 15 \$
Institutions, organismes . . . 20 \$
Note: le prix inclut la TPS

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s) adressé à Entrée Libre
187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec), J1H 4Z4

Nom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Ville : _____ Téléphone : _____



Le financement des groupes populaires

URGENT!

Recherchons équipiers et équipières pour faire :

- Rédaction Photos
 Enquêtes Montage

Se joindre à l'équipe d'*Entrée Libre* permet de s'impliquer humainement dans le quartier.

Contactez-nous: 821-2270